

FINANCE INTERNATIONALE

Monnaie Numérique	BRI	Eurogroupe	Traité de Maastricht	Théorie Monétaire Moderne	Liquidités	Libertés	Dettes Publiques	Misère Généralisée
-------------------	-----	------------	----------------------	---------------------------	------------	----------	------------------	--------------------



**EURO-CRYPTO :
BIENVENUE DANS LE
MONDE DE LA BRI !**

**Partie IV : Le « non-dit » et
le Grand Reset dans les
Modèles Macro-Economiques**

TABLE DES MATIERES

I. MOTIVER LES EQUIPES « DE HAUT NIVEAU » (DU SEP).....4

A.	15	novembre	2018,	siège	BRI	à	
	Bâle					4 a)	Ce que ne dit pas B.
	COEURE ?					4 b)	L'horreur
	absolue !					5 c)	
	Autre	preuve	de	l'implication	directe	de	la BRI.

- 5
- B. 22 octobre 2020 : Conférence BCE (PANETTA)** 5 a) Maintien de la fourniture de liquidités..... 5 b) Surveillance : mise en place du PISA..... 5 c) Bien sûr, « les autorités compétentes » sont l'EBA, l'EIOPA et l'ESMA. 6
- C. 16 juin 2022 : 20° Anniversaire du Conseil européen des Paiements Francfort-S/Main** 6 a) Objectif : motiver les troupes. 6 b) Les Points Noirs du SEP..... 6 c) La Haute Finance veut tout contrôler. 7
- D. 7 Novembre 2022 : Video C. LAGARDE - "High Level Conference"** 7 a) Les banques commerciales sont « trop dépendantes ». 7 b) Il faut un « ancrage ». 7

II. CONVAINCRE LES « ELITES DU MONDE ACADÉMIQUE »

-8 A. Briefing Préalable : « le job » des équipes de F. PANETTA. 8
- B. 17 septembre 2019 : School of Economics Toulouse** 8 a) Un euro-mondialisé ?..... 8 b) « La Monnaie » : la BCE est là pour nous protéger. 8 c) L'euro, une Monnaie Décevante ?..... 9 d) Benoît COEURE cite le M-Pesa..... 9 e) La nature a horreur du vide. 9 f) Puis, viennent les « poncifs » de la Finance officielle. 9 g) Une bonne monnaie de transaction ? 9 h) Une bonne monnaie doit-elle être anonyme ?..... 10 i) Le rêve de la Domination..... 10
- C. 5 novembre 2021 - Real Instituto Elcano, Madrid (Think Tank)** 10 a) Les (petites) banques font ombre à la CBDC..... 10 b) Accès à la Monnaie Souveraine : fausse affirmation. 10 c) Nouvel aveu au sujet des « ménages »..... 10 d) Attention au langage financier 11 e) L'Euro-Crypto : les grosses ficelles..... 11 f) Il faut des garanties publiques..... 11 g) Les Stablecoins ? 12 h) La « vraie » version « historique » est bien différente. 12
- D. 8 avril 2022 : IESE Business School (Opus Dei, Université de Navarre)** 12 a) La conférence de F. PANETTA commence très mal. 12 b) Les répercussions positives ? Pour la population ?..... 13 c) Les (petites) banques menacées..... 13 d) Risque de banqueroute ? Pas de changement. 13 e) Les « puissants » ne risquent rien..... 13 f) La Théorie Monétaire Moderne s'impose 13 g) La suite devient une soupe infâme de suppositions..... 13 h) Disons la vérité : « nous sommes entre nous ». 14 i) La spéculation sera avantagée..... 14 j) En

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques
avant l'introduction de l'euro numérique

**III. RAPPORTS SUR LES MODELES
MACRO-ECONOMIQUES.....15**

A. Décembre 2021 : Equipe Technique de Panetta – Premières Modélisations

_____ **15** a) La décision est déjà prise
..... 15 b) La CBDC : il faut
des « garanties publiques »..... 15 c)
Cadre des « Modèles » souhaités
..... 16 d) Passons aux intervenants
« bancaires » de ce tableau 1..... 17 e) Hypothèses à «
Modéliser » 17 f)
Développements : « A vous de démontrer maintenant ! »
..... 18

B. Mai 2022 : Réflexions Techniques : « Comment éviter une panique générale ?

» _____ **19** a) L'euro numérique ne fait plus l'objet d'un débat : il est acquis.
..... 19 b) Problème ? Les petites banques vont être mises à
mal..... 19 c) Une panique bancaire est même
possible..... 19 d) Heureusement, la BCE
veille. 19 e) Les
hypothèses de départ ? C'est mal parti.
19 f) L'Urgence est le tampon « Prouvé et Approuvé par des « personnes compétentes ».
..... 20 g) Scénario de « non-tension » : ça se complique !
..... 20 h) Quid des « Canaux »
?..... 20 i) Même les
poules pondeuses perdent leurs œufs..... 21 j)
Quid dans une période de tension ? C'est de plus en plus complexe !
..... 21 k) De nouveaux scénarios A et B défilent.
..... 21 l) Il faut agir encore plus vite : il
faut des garanties..... 22 m) Nos « penseurs
académiques » savent penser..... 22 n) Ils
savent « mathématiquement » nous protéger.
22 o) C'est clair pour tout le monde ?
..... 22 p) Il faut donc creuser
davantage dans les analyses complémentaires..... 23 q) Une «
couverture d'assistance publique » ?..... 23
r) « La littérature complémentaire » est claire sur tous ces sujets.
..... 23 a) Résumé non technique
..... 24 b) Le Modèle
Quantitatif DSGE (le Bazooka des Macro-économistes)..... 24 c) La
Théorie de l'Equilibre Général de la Monnaie.....
25 d) Conclusion sur « le modèle
»..... 25

IV. RESUME SUR « LE NON-DIT » ET LE GRAND RESET

.....**27 A. MOTIVER LES EQUIPES DE HAUT NIVEAU.**

_____ **27**

B. CONVAINCRE « LES ELITES DU MONDE ACADEMIQUE ».

_____ **28** a) La School of Economics Toulouse, le 17 septembre
2019 28 b) Real Instituto Elcano, Madrid (Think Tank)
, le 5 novembre 2021..... 29 c) Université de Navarre (Opus Dei)

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques
avant l'introduction de l'euro numérique

I. MOTIVER LES EQUIPES « DE HAUT NIVEAU » (DU SEP)

A. 15 NOVEMBRE 2018, SIEGE BRI A BALE

- Benoît Cœuré, président du Comité des paiements et des infrastructures de marché de la Banque des règlements internationaux et membre du directoire de la BCE, lors de la conférence Economics of Payments IX,
- « *La nouvelle frontière des paiements et des infrastructures de marché: sur les cryptos, le cyber et les CCP* ». Il s'agit de la neuvième édition de cette conférence.
- ✓ « *Le premier rassemblement en 2004 a été organisé par les autorités fédérales de New York et d'Atlanta pour célébrer l'émergence des « paiements » en tant que domaine d'étude distinct en économie.*
- ✓ *Depuis, l'intérêt pour l'économie des paiements a pris son envol, grâce aux efforts de beaucoup d'entre vous ici aujourd'hui, et les conférences sont devenues mondiales.* »
- ✓ « *Il est tout naturel que l'organisme mondial de normalisation dans ce domaine, le Comité sur les paiements et les infrastructures de marché (CPMI), offre son soutien et parraine la conférence de cette année. Il arrive à point nommé alors que le G20 fait le bilan de 10 ans d'efforts mondiaux en matière de réglementation financière et, plus tôt cette année, les banques centrales de l'Argentine, de l'Indonésie et de l'Espagne se sont jointes à notre Comité* ».

« Contreparties centrales : Cette conférence a lieu dans le contexte du 10e anniversaire de la faillite de Lehman Brothers. La débâcle de Lehman a révélé d'importantes faiblesses sur le marché des produits dérivés de gré à gré, notamment l'accumulation incontrôlée d'expositions importantes aux contreparties entre les participants au marché, qui n'ont pas été correctement comprises et gérées en fonction des risques ».

a) CE QUE NE DIT PAS B. COEURE ?

La Haute Finance (banques et assurances) avait créé des centaines de sociétés, généralement localisées dans les paradis fiscaux, en leur apportant peu de capital mais en leur accordant beaucoup de crédits. Le but de ces structures, baptisées « véhicules financiers », était de spéculer sur les différents marchés, essentiellement américains, en utilisant des « produits financiers à effet de levier ».

A cette époque-là, les appels de marges étaient lancés en fin de mois, ce qui avait permis à plusieurs de ces structures européennes de creuser leurs pertes en doublant ou en triplant leurs (mauvais) paris.

Les premiers échecs sont apparus dès la fin 2006 sur le marché des produits dérivés suite aux hausses de taux d'intérêt aux Etats-Unis (puis en Europe) ; et c'est le marché des prêts hypothécaires qui a « touché » de suite les grosses sociétés de réassurance et les banques américaines.

La Haute Finance européenne a été peu touchée de façon directe par la crise des subprime ; par contre, l'ensemble des marchés spéculatifs a connu un effondrement rapide qui a « touché » directement les filiales européennes créées pour spéculer sur les marchés de changes, les marchés boursiers (actions, obligations) et les marchés des matières premières.

Suite logique ? La plupart de ces sociétés paradisiaques étaient en dépôt de bilan, réduisant à néant les apports des actionnaires, les prêts bancaires accordés à ces sociétés mais également l'existence même de toutes les sociétés qui organisaient ces paris risqués.

La suite donnée ? Le Conseil Européen, par le biais de l'Eurogroupe, a décidé de « sauver les banques », piégées par le défaut de paiement de toutes ces sociétés paradisiaques ; en sauvant les banques et les groupes d'assurance, toutes ces structures paradisiaques ont pu échapper au dépôt de bilan.

Bien sûr, face à l'ignorance crasse des « irresponsables » politiques et des médias « libres » ou « pas libres », il était très commode de parler de la « crise des subprime » bien plus que de la mauvaise gouvernance de la BCE qui avait fermé les yeux devant ces exodes de liquidités perdues dans des opérations spéculatives.

Coût pour l'Union Européenne (UE-28) ?

Plus de 5.600 milliards d'euros, dont 4.500 Md€ pour la seule Zone Euro (VIDEO FR-03).

✓ « *Le CPMI joue un rôle important dans ce processus. Avec nos amis de l'Organisation Internationale des Commissions de Valeurs (OICV), nous avons conçu et suivi la mise en œuvre des Principes pour les infrastructures des marchés financiers (PFMI) et nous dirigeons maintenant les efforts visant à renforcer la résilience et la recouvrabilité des contreparties centrales.*

✓ *Il s'agit notamment de fournir des conseils sur la façon de concevoir des tests de résistance prudentiels. ✓ Et avec le Conseil de stabilité financière (CSF), nous cherchons des moyens de résoudre une contrepartie centrale de manière ordonnée, si cela s'avérait nécessaire ».*

Page 4 sur 33

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques avant l'introduction de l'euro numérique

b) L'HORREUR ABSOLUE !

« *Les amis de l'OICV et du CSF* » sont directement responsable de ces immenses pertes directes (sans compter les retombées néfastes pour l'Economie Réelle) mais ce sont eux qui ont été « appelés » à procéder aux réformes des marchés spéculatifs par le biais notamment des PFMI cités.

Ce sont eux qui « *fournissent des conseils sur la façon de concevoir des tests de résistance prudentiels* ».

c) AUTRE PREUVE DE L'IMPLICATION DIRECTE DE LA BRI.

✓ « *Ces derniers mois, nous avons donc examiné en profondeur, également dans le cadre des efforts plus larges visant à évaluer les effets des réformes de la réglementation financière du G20, les incitations à la compensation centralisée des dérivés de gré à gré.*

✓ *Nous l'avons fait avec nos collègues du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB), du CSF et de l'OICV ».*

Merci au Parlement Européen
de bien vouloir exercer vos pouvoirs
pour mettre un terme aux dérives du Conseil Européen et de son Eurogroupe.
Pareils « sauvetages » de la Haute Finance n'auraient jamais dû être réalisés.
Cet échec évident de notre « démocratie » a causé des pertes immenses dans
notre Patrimoine Humain, Organisationnel et Economique.

Si un de nos lecteurs a encore des doutes sur « ma » version des faits, il leur suffit de lire ce passage complémentaire concernant le défaut de paiement d'une plate-forme suédoise de trading

✓ *Prenons l'exemple récent d'un membre d'une contrepartie centrale suédoise lorsqu'un négociant n'a pas réussi à respecter les appels de marges sur une position d'écart important entre les marchés nordique et allemand de l'électricité. Les processus de gestion des défauts de paiement de la contrepartie centrale ont été mis en place, mais il s'est avéré difficile de se décharger de la position du trader défaillant sur un marché de plus en plus illiquide. En fin de compte, le PCC s'est retrouvé avec un grand trou dans son fonds de défaut, que les membres restants ont dû combler (les actionnaires et les banques).*

B. 22 OCTOBRE 2020 : CONFERENCE BCE (PANETTA)

• Objet : À la limite d'une nouvelle frontière: les paiements européens à l'ère numérique. De cette conférence, il

n'y a pas beaucoup d'informations nouvelles à retenir, sauf cette convocation et son objet (?). **a) MAINTIEN DE LA FOURNITURE DE LIQUIDITÉS**

- ✓ « *Malgré la réduction de l'utilisation des espèces pour les paiements, la demande de billets en euros augmente à un taux annuel d'environ 10 % et a fortement augmenté au début de la pandémie.*
- ✓ *Nous saluons la décision de la Commission européenne, dans le cadre de sa stratégie de paiements de détail pour l'UE, de convoquer à nouveau le groupe d'experts sur le cours légal de l'euro en 2021 pour examiner les développements concernant l'acceptation et la disponibilité des billets en euros.*

b) SURVEILLANCE : MISE EN PLACE DU PISA.

Le PISA est le système de surveillance des paiement électroniques, ou Payment Instruments Schemes and Arrangements. Cette annonce est beaucoup plus inquiétante.

- ✓ « *Il faut surveiller et réglementer les stablecoins* » ;
- ✓ « *La Commission doit réglementer tous les marchés des crypto-actifs avec son programme MiCra « Markets in Crypto-Assets».*

 - *"L'apport phare, c'est la création d'un statut européen de prestataire de services sur crypto-actifs, inspiré par le régime 'PSAN' (prestataire de services sur actifs numériques) en France, et la définition de ce qu'est un crypto-actif" (Cabinet Racine).*

- ✓ *Mise en place du Projet DORA, Digital Operational Resilience Act.*
 - *Faire entrer dans le périmètre réglementaire les tiers « fournisseurs TIC critiques » (« CTPP » ou « Critical Third Party Provider »)*
 - *Intégrer les fournisseurs de Cloud (« CSP » ou « Cloud Services Provider »).*
 - *Etablir des normes européennes pour les tests de résilience opérationnelle informatique, en laissant pour le moment de côté la reconnaissance transfrontalière automatique des tests d'intrusion (TLPT ou « threat-led penetration testing »).*

Page 5 sur 33

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques
avant l'introduction de l'euro numérique

c) BIEN SUR, « LES AUTORITES COMPETENTES » SONT L'EBA, L'EIOPA ET L'ESMA.

Ce sont les syndicats des : banques (EBA) ; assureurs - pensions professionnelles (EIOPA) ; des professionnels organisant les centres financiers (European Securities and Market Authority) pour le fonctionnement des marchés des actions et des titres : ils surveilleront tout le monde... mais personne ne les surveillera.

- ✓ « *L'objectif final est l'harmonisation des règles locales dans toute l'UE :*

 - *Surveillance renforcée des trois AES (Autorités Européennes de Surveillance), du Comité Européen du Risque Systémique (CERS) et des Autorités Nationales de Surveillance Prudentielle (ANS).*
 - *Harmonisation des règles de gestion des risques liés aux TIC dans l'ensemble du secteur des services financiers, sur la base des lignes directrices existantes ;*
 - *Harmonisation de la classification et la déclaration des incidents liés aux TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) ».*

C. 16 JUIN 2022 : 20^e ANNIVERSAIRE DU CONSEIL EUROPÉEN DES PAIEMENTS FRANCFORT-S/MAIN

a) OBJECTIF : MOTIVER LES TROUPES.

C'est normal, ils ont fait un « good job ».

Mais, attention chers amis du SEP, les prochaines étapes risquent de mettre en péril la Démocratie, et vos commanditaires n'auront scrupule à vous solliciter pour cela.

✓ « *Votre organisation a joué un rôle clé dans la transformation du système de paiement européen en l'un des plus efficaces au monde, en saisissant les opportunités offertes par le marché unique et l'introduction de l'euro.* » Nous avons déjà énoncé tous ces progrès réalisés :

- harmonisation des procédures pour tous les types de règlements : virements, prélèvements, cartes bancaires, effets de commerce ;
- réduction spectaculaire du coût des opérations, y compris dans les paiements transfrontaliers en Europe ;

- vitesse des opérations d'encaissement et des informations d'identification (de 15 jours à 15 secondes) ;
- sécurisation renforcée des comptes et des opérations (double identification).

Le travail n'est pas fini puisque, selon les spécialistes, il resterait plus de dix pays européens à la traîne. Malgré cela, c'est vrai : « *Aujourd'hui, les régimes gérés par l'EPC (European Payments Council) sont utilisés quotidiennement par 530 millions de citoyens et 25 millions d'entreprises* ».

Par contre, méfions-nous des belles affirmations du style :

« *L'intégration européenne reflète une vision politique – un effort continu pour rapprocher les pays européens afin d'assurer la paix, la liberté et la prospérité* ».
 Oui, l'euro bénéficie d'une bonne image sur le plan des transactions courantes. Par contre, fondamentalement, elle est « mal embarquée » pour nous conduire sur les chemins de la (vraie) Démocratie.

b) LES POINTS NOIRS DU SEP

Parmi les points noirs, nous avons déjà évoqué la dépendance totale de l'Europe vis-à-vis des Prestataires des Services de Paiements (PSP) américains dans les domaines suivants :

- cartes bancaires ;
- virements internationaux (hors Europe) ;
- applications NFC (Near-Field Communication) intégrées dans les équipements de téléphonie mobile ;
- applications « proxy » (technologies américaines du WEB, de la maîtrise des câbles et des réseaux) ;
- applications blockchains (DLT, DApp avec leurs innovations invraisemblables, ...) ;
- applications « cloud » et « wallets » qui doivent toujours progresser en matière de sécurité (en essayant des revers et des pertes que nos banquiers redoutent sans imaginer le potentiel sur le long terme). Et nous ne parlons même pas des mille autres applications maîtrisées par les géants américains des NTIC dans les domaines du commerce et de l'organisation ; le système bancaire européen n'a jamais financé ce genre de recherches, et nous le payons très cher puisque la BCE « court loin derrière les Américains » en pensant pouvoir les dominer.

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques avant l'introduction de l'euro numérique

En effet, les Américains (citoyens et entreprises, bien plus que banquiers traditionnels) acceptent de financer à pertes, pendant une décennie ou plus, des sociétés, des centres de recherches et même des « jeunes fous », dans les domaines les plus invraisemblables, sans exiger des garanties de toutes sortes.
 Ils ont même « démocratisé » le système « mezzanine » des Européens en inventant le « marché des tokens », ce que justement l'Union Européenne (sous la domination de la BRI-BCE) veut réglementer et même interdire.

c) LA HAUTE FINANCE VEUT TOUT CONTROLER.

En réalité, ces projets « numériques » sont trop centralisés, et centrés sur « la Grande Europe du Marché Unique » : c'est l'antithèse de l'esprit américain.

- ✓ « *L'objectif du groupe des grands banques, à la base de l'initiative européenne des paiements, est de créer une solution de paiement unifiée pour les consommateurs et les commerçants européens* ».

Et, pour ce faire, ils mettent en place des programmes pour museler tout le monde : « MiCra », « Dora » et « plan numérique » pour maîtriser les « PSAN », ...

Cette conception de l'Economie, de la Monnaie et des Finances, gérée par une Union Européenne, « à la romaine » (administration tentaculaire), « à coup de purges pour le peuple » (« moins disant social ») et « à coup de milliards pour la finance et ses affidés »... nous conduit à l'échec total du « Projet Européen ».

✓ « L'Eurosystème – en étroite coopération avec la Commission européenne et les colégislateurs – apporterait une forte dimension européenne que toutes les parties prenantes pourraient soutenir ».

Tout est dit : la Haute Finance veut « encore plus » alors qu'elle a déjà fait perdre des trillions d'euros à l'ensemble des pays de l'Union Européenne (avant BREXIT).

D. 7 NOVEMBRE 2022 : VIDEO C. LAGARDE - "HIGH LEVEL CONFERENCE"

- Objet : Euro Numérique, un Projet Européen Commun (?) - Vidéo adressée par Christine Lagarde, Présidente de la BCE, to the "Towards a legislative framework enabling a digital euro for citizens and businesses" (« Vers un cadre législatif permettant un euro numérique pour les citoyens et les entreprises »)
- Qui est concerné? Pas le peuple... mais les colégislateurs.

a) LES BANQUES COMMERCIALES SONT « TROP DEPENDANTES ».

Les banques commerciales « ordinaires » ne l'intéressent même plus puisqu'elle traite leurs opérations de cette façon-ci.

✓ « Le secteur privé compte sur la banque centrale pour fournir la majeure partie de l'argent total - environ 85% - sous forme de monnaie de banque commerciale ».

C'est une déformation totale de la réalité.

Les banques commerciales collectent des dépôts et, en aucun cas, elles ne devraient dépendre de la banque centrale pour obtenir toujours plus de « monnaie presse-bouton ». Le rôle de la banque centrale est de veiller à une bonne utilisation de cet « argent total » (y compris les 15% des assureurs et fonds de pension).

La BCE fait tout le contraire : elle accepte que cet « argent » serve à spéculer et à se cacher dans les paradis et dans des structures juridiques de plus en plus opaques. Mieux, elle organise et encourage ces pratiques.

b) IL FAUT UN « ANCRAGE ».

Pour le reste, elle demande (et exige) « un ancrage » (des garanties étatiques) pour cette « nouvelle monnaie »... qui n'est même pas encore « définie » et qui n'est absolument pas justifiée.

Rien d'autre à dire : c'est toujours la même litanie des « avantages » d'un euro numérique... pour le petit peuple.

II. CONVAINCRE LES « ELITES DU MONDE ACADÉMIQUE »

L'entrée en scène des « Grandes Ecoles » est destinée à valider toutes les options prises puisque la décision finale de lancement de l'euro numérique n'est même plus une option en soi.

A. BRIEFING PREALABLE : « LE JOB » DES EQUIPES DE F. PANETTA.

Avant de lancer « les chercheurs de haut niveau en macro-économie » (et avant de les payer grassement pour cela), il faut leur dire ce qu'ils doivent « trouver » et « prouver ».

Ces équipes s'appliquent à définir :

- les objectifs, les hypothèses et les méthodes de ces groupes de réflexion « de haut niveau », •
- et à prouver que l'euro numérique est basé sur des réflexions approfondies.

Voyons donc en quoi consiste ce cadrage.

B. 17 SEPTEMBRE 2019 : SCHOOL OF ECONOMICS TOULOUSE

- Conférence sur : « *Le Futur du Système Monétaire International* ».

Après avoir rappelé l'importance du dollar comme monnaie de facturation dans les transactions internationales ⁽¹⁾ à plus de 50%, il rappelle que le yen a raté l'occasion de concurrencer le dollar dans les années 1980 et que le renminbi (Chine) a été reconnu comme une devise internationale en intégrant le panier des DTS en 2016.

a) UN EURO-MONDIALISE ?

Dans la tête des membres de la BCE, il y a bien sûr « la petite musique » de l'opportunité d'un « euro-mondialisé ». ✓ *L'objectif de la BCE est bien sûr de savoir « si les stablecoins peuvent être un concurrent pour le trône de fer du dollar ».*

Il rappelle même que la livre-sterling a été la monnaie de grands commerçants londoniens avant de devenir une monnaie utile aux populations et qu'elle a quand même perdu sa première place mondiale.

« Il y a un débat actif sur le temps qu'il faut pour une monnaie principale de remplacer une autre. Mais le consensus est que le processus prend des années, voire des décennies ».

- ✓ *« Aujourd'hui, la discussion porte sur ce que l'on appelle les « stablecoins » – des crypto-actifs présentant des caractéristiques stabilisatrices de la valeur ».*

« Bien que les formes d'argent numériques privées existent depuis des décennies, la vaste clientèle installée de Facebook suggère que Libra pourrait être la première initiative privée à avoir une empreinte véritablement mondiale dès le premier jour.

Facebook compte plus de 2,4 milliards d'utilisateurs, soit plus d'un quart de la population mondiale. WhatsApp et Instagram, tous deux détenus par Facebook, comptent chacun 1,6 milliard et 1 milliard d'utilisateurs ». « Les initiatives mondiales de « stablecoin » peuvent rendre les paiements internationaux moins chers et plus rapides et **soutenir l'inclusion financière**. Mais ils soulèvent des défis considérables dans un large éventail de domaines politiques: la robustesse opérationnelle, la sécurité et la solidité des systèmes de paiement, la protection des clients, les risques pour la stabilité financière et la souveraineté monétaire et, enfin et surtout, la protection des données et le respect des règles de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ».

b) « LA MONNAIE » : LA BCE EST LA POUR NOUS PROTEGER.

En langage clair : la monnaie est leur pré-carré, et personne d'autre ne peut défendre les intérêts européens mieux qu'eux.

« Le groupe de travail du G7 devrait formuler des recommandations stratégiques à l'intention des ministres et des gouverneurs du G7 d'ici les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, en octobre de cette année. ✓ Je soutiendrai que, dans des circonstances spécifiques, et si on leur permet de se développer, les formes de monnaie numérique privée pourraient remettre en question la suprématie du dollar américain plus facilement et plus rapidement que les monnaies émises par d'autres souverains.

- ✓ *Pourtant, quel que soit le sort qui attend la monnaie numérique privée, elles changeront probablement le système monétaire et financier international d'une manière ou d'une autre, soit directement, soit en poussant les banques centrales mondiales à innover.*

¹ B. COEURE parle des transactions de change en les chiffrant à \$6.6 milliards par an alors que les exportations et importations mondiales sont de l'ordre de 25.000 milliards de dollars.

- ✓ *Cela soulève la question de savoir si l'arrivée de formes de monnaie numériques privées pourrait remettre en question plus facilement l'ordre hiérarchique du système actuel – s'il y a quelque chose de spécial dans ces « monnaies » qui pourrait leur permettre de concurrencer plus efficacement le dollar américain, en supposant bien sûr qu'ils ont passé la barre haute fixée par les régulateurs mondiaux ».*

c) L'EURO, UNE MONNAIE DÉCEVANTE ?

La BCE est déçue de constater que l'euro est trop peu utilisé sur le plan international malgré la taille économique, l'ouverture et la stabilité de la zone euro, sans voir vraiment les lignes bouger.

Ils évoquent toutes sortes de raisons : la fragmentation des marchés de capitaux nationaux, l'importance du commerce mondial, la mise en place d'innovations financières pour faciliter les transactions internationales, la commodité et les habitudes qui conduisent une monnaie à exercer la fonction de réserve internationale, ...

Ils oublient une explication majeure : leur cupidité les a écartés des marchés de services, produits de la recherche et de l'innovation, et principaux moteurs de la création de richesse à l'échelle mondiale.

Ils s'étonnent par ailleurs que les particuliers soient moins dépendants des monnaies fiduciaires (monnaie centrale) du fait de l'explosion du tourisme, des ventes en ligne et des transferts transfrontaliers.

Ils oublient également de dire que les Européens ont été de plus en plus colonisés par les réseaux sociaux, et sont devenus dépendants des innovations des sociétés américaines dans pratiquement tous les services.

L'Union Européenne elle-même a adopté leur langue et leurs rituels politiques, notamment avec son discours traditionnel sur l'état de l'Union, ou State of the Union address.

De plus, la création de partis européens sans saveur se traduit par un abstentionnisme important (427 millions d'électeurs, 198 millions de votants dans l'UE de 1999), et la tendance se dirige un bipartisme à l'américaine : trois partis néo-libéraux (PPE, S&D et Renew) représentent 60% des postes parlementaires.

Par contre, « les traités fondateurs » (mis au point par la BRI) ont écarté le bicamérisme qui est si important dans la vie des régions américaines, avec ses 3077 comtés et équivalents (64) ; nos régions européennes sont des « NUTS » (des noix) au sens propre et figuré.

d) BENOÎT COEURE CITE LE M-PESA.

Le M-Pesa fut lancé dès 2007 en Afrique, puis sur d'autres continents (hors Europe) dès 2014. Le M-Pesa permet aux utilisateurs en possession d'une carte d'identité ou d'un passeport de déposer, retirer et transférer aisément de l'argent grâce à un téléphone portable : ces pays n'ont pas eu besoin de créer une monnaie numérique pour offrir une monnaie de transaction et de crédit (micro-crédit) plus simple à utiliser, plus sûre à transporter et plus hygiénique à manipuler que les billets et les pièces.

e) LA NATURE A HORREUR DU VIDE.

Ce système peut se passer complètement du système bancaire en permettant aux exclus (des femmes « entrepreneurs » à 90%) de participer à la vie économique par divers systèmes de « tontine » auxquels les banques refusent de participer. Par ailleurs, nous avons déjà cité le cas de la Chine et de la Mongolie... qui ont dix ans d'avance, sans avoir créé de Monnaie Numérique de Banque Centrale (MNBC ou CBDC).

f) PUIS, VIENNENT LES « PONCIFS » DE LA FINANCE OFFICIELLE.

- ✓ « La stabilité des prix reste, et restera, une condition préalable pour qu'une monnaie soit largement utilisée, qu'elle soit numérique ou non ».
- ✓ « Les « stablecoins », s'ils tiennent leur promesse de stabilité, sont la prochaine étape naturelle dans l'évolution des actifs numériques ».
- ✓ « En fin de compte, la monnaie ayant le taux d'inflation le plus bas évincerait ses concurrents ».

g) UNE BONNE MONNAIE DE TRANSACTION ?

C'est une monnaie qui est liée aux biens et services échangés : elle est bonne si elle est disponible dans des réseaux.

- ✓ « Et environ 40 % des sites web européens ne vendent pas aux consommateurs basés dans d'autres États membres, tandis que près de 80 % des ventes en ligne sont nationales ».
- ✓ « En d'autres termes, il est probablement plus facile de connecter une nouvelle monnaie à un réseau existant – le cas de la Libra – que de construire un nouveau réseau sur une monnaie existante – le cas de l'euro ».
- ✓ « Peu de détaillants ont vu l'introduction de l'euro comme une opportunité de construire un réseau pan européen autour de celui-ci ».

h) UNE BONNE MONNAIE DOIT-ELLE ETRE ANONYME ?

Une (future) monnaie numérique de transaction et de crédit n'a pas besoin d'être « anonyme » pour bien

fonctionner.

La BCE nous présente ses solutions comme la garantie ultime de protection de nos libertés individuelles : c'est l'horreur absolue. Les crypto-actifs ont commencé à se développer pour lutter contre leurs pouvoirs démesurés.

Aucun système ne résiste bien longtemps en pratiquant l'injustice et l'oppression. La BCE ferait bien de passer au stade de l'auto-critique avant de **vouloir créer « une nouvelle monnaie presse-bouton ».**

i) LE RÊVE DE LA DOMINATION

En réalité, le rêve de domination... domine dans toutes les têtes pensantes de l'euro numérique. ✓ « *Compte tenu du degré déjà élevé de convergence réglementaire et économique, l'Europe est certainement la mieux placée pour progresser dans ce domaine* ».

Autrement dit, les Européens ont raté le virage des services à cause des banquiers européens « matérialistes » qui aiment financer des biens visibles, facilement et rapidement « saisissables » en cas de non-remboursement.

C'est une philosophie totalement opposée à l'esprit de liberté des créations immatérielles dans les domaines des recherches et des services.

L'effet de réseau est possible si l'offre de services est pertinente.

Par contre, la création d'une nouvelle monnaie est inutile si sa fonction de crédit et de capital fonctionne mal.

C. 5 NOVEMBRE 2021 – REAL INSTITUTO ELCANO, MADRID (THINK TANK)

- Les monnaies numériques des banques centrales : un point d'ancrage monétaire pour l'innovation numérique
- L'association est liée aux ex-premiers ministres et économistes officiels ; elle est bien sûr placée sous la présidence du roi, Felipe VI, né Felipe de Borbón y Grecia.
- Cette « boîte à penser » fait partie des plus grands lobbies à Bruxelles.

Les premiers raisonnements sont déjà connus de nos lecteurs : la numérisation touche l'ensemble de nos activités, y compris notre façon de payer.

a) LES (PETITES) BANQUES FONT OMBRAGE A LA CBDC

Ce qui est nouveau, c'est la façon dont la BCE devance les critiques et parle désormais des dépôts bancaires. ✓ « *Il a été avancé qu'une telle monnaie numérique de banque centrale (CBDC), si elle était émise, serait redondante compte tenu de la vaste offre de monnaie numérique privée disponible, y compris les dépôts bancaires, les cartes de crédit, la monnaie électronique et les applications mobiles, et les solutions de paiement futures possibles basées sur des stablecoins* ».

Rappelons quand même que tous ces moyens de paiement n'influencent pas du tout l'offre de monnaie puisqu'ils sont tous obligés d'utiliser les pièces, les billets et les dépôts bancaires : ces « monnaies privées » sont par ailleurs sous parfait contrôle de la Banque Centrale Européenne.

b) ACCES A LA MONNAIE SOUVERAINE : FAUSSE AFFIRMATION.

✓ « *Aujourd'hui, je voudrais faire valoir que, en réalité, la stabilité monétaire et le bon fonctionnement des systèmes de paiement dépendent en fin de compte de la possibilité pour chacun d'accéder largement à la monnaie souveraine et de l'utiliser* ».

Nous connaissons la suite : il impératif de créer cette « nouvelle monnaie », de « l'ancrer » au bilan de la BCE, donc d'obtenir encore plus de « garanties ».

c) NOUVEL AVEU AU SUJET DES « MENAGES »

La monnaie de transaction des ménages « numérique » n'est pas la priorité de la BCE. ✓ « *En fournissant un point d'ancrage monétaire, la monnaie de banque centrale joue un rôle clé dans le maintien d'un système de paiement et d'une stabilité financière qui fonctionnent bien et, en fin de compte, dans la confiance dans la devise. C'est à son tour une condition préalable pour préserver la transmission de la politique monétaire, et donc pour protéger la valeur de la monnaie* ».

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques
avant l'introduction de l'euro numérique

d) ATTENTION AU LANGAGE FINANCIER

Quand la finance parle de « devise », elle parle de « monnaie internationale », à savoir une monnaie nationale admise dans le panier des DTS du FMI ⁽²⁾.

La monnaie de transaction bancaire suffit à remplir cette obligation puisque tout le système financier est bâti par les banques commerciales et pour les banques commerciales, et cela concerne toutes les « institutions » existantes depuis la plus ancienne jusqu'à la plus récente : banques centrales nationales, BRI, FMI, Banque Mondiale et BCE.

A noter : la BRI ne dispose pas du « droit souverain » de créer de la monnaie (internationale) : c'est juste un syndicat professionnel regroupant 63 pays)

- Certes, l'utilisation des pièces et billets diminue dans les 10 pays cités (mais pas dans les autres) mais elle reste supérieure à 70% dans les transactions courantes de la Zone Euro (EA).



- En Finlande et aux Pays-Bas, la tendance est à la marginalisation rapide des pièces et des billets mais ces pays là ont juste utilisé leurs comptes bancaires pour effectuer plus de paiements courants par des « moyens électroniques ».

Aucun de ces dix pays n'a eu besoin d'une « monnaie électronique » pour démarrer cette transition et, à aucun moment, la BCE n'a été dépossédée de son « mandat » et de ses « missions ».

Bien au contraire, elle a continué à détruire « la valeur de la monnaie ».

e) L'EURO-CRYPTO : LES GROSSES FICELLES

Fabio PANETTA n'hésite pas à utiliser les grosses ficelles pour « justifier » l'euro-crypto. ✓ « *Tout comme le timbre-poste a perdu beaucoup de son utilité avec l'arrivée d'Internet et du courrier électronique, l'argent pourrait perdre de sa pertinence dans une économie de plus en plus numérique* ».

f) IL FAUT DES GARANTIES PUBLIQUES

Et il nous met sur une nouvelle piste : la BCE veut déplacer « les garanties existantes » et/ou « obtenir encore plus de garanties ».

- ✓ (Sans ancrage), « *Les gens seraient incapables d'utiliser la monnaie de la banque centrale comme moyen d'échange et auraient donc peu d'incitation à la détenir* ».

Actuellement, il y a bien un ancrage des pièces, des billets et des dépôts bancaires... mais pas dans tous les pays. Autrement dit, si « les gens » sont incapables [...] cela sous-entend que les dépôts bancaires ne seraient plus « garantis ».

Les dépôts bancaires dans les pays les plus financiarisés ⁽³⁾ seraient « dépouillés » peu à peu des garanties étatiques (nationales) dont ils bénéficient aujourd'hui.

Dans les autres pays de la Zone Euro (et pratiquement dans le monde entier), cette garantie étatique des dépôts n'est pas nécessaire, tout simplement parce que les gouvernants ne sont pas mis sous la pression des risques pris par leur système bancaire

² Comme déjà dit, le FMI peut être qualifié de « banque centrale des banques centrales » puisqu'elle utilise les méthodes bancaires traditionnelles de refinancement : au lieu de prêter de la monnaie centrale (« monnaie presse-bouton ») contre le dépôt de titres de première qualité, le FMI accepte en garantie le dépôt de « devises » (de plus en plus abondantes) qui sont « converties » en DTS avant de permettre l'utilisation « à découvert » d'autres devises.

³ Ces huit pays ont été les plus impactés par « la crise des subprime » qui était « tout » sauf une crise américaine.

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques avant l'introduction de l'euro numérique

Dans la réalité, les banques commerciales ont peur d'être privées des commissions perçues sur les transactions courantes ce qui menacerait l'existence même des banques centrales.

- ✓ « Certains ont également suggéré que des solutions de paiement privées innovantes telles que les stablecoins pourraient, si elles étaient correctement réglementées, rendre les CBDC superflues ».
 - ✓ « Alors que les gens commencent à utiliser l'argent liquide comme une réserve de valeur, davantage que comme un moyen de paiement » [...], leur solution est de tout centraliser au sein de l'Union Bancaire (TOP 50).
 - ✓ « Pour ce faire, une grande partie de la population devrait utiliser régulièrement l'euro numérique ».
- g) LES STABLECOINS ?**

Il n'est pas question de « laisser faire » la concurrence.

✓ « L'utilisation de stablecoins « reviendrait à externaliser la fourniture de monnaie de banque centrale à des émetteurs (de stablecoins) et risquerait une réduction correspondante de la souveraineté monétaire ». **L'argumentation suivante est tout simplement « comique ».**

✓ « En effet, il y a eu des crises récurrentes dans le passé lorsque différentes formes de monnaie privée ont coexisté en l'absence de monnaie souveraine, comme lors des épisodes de la banque libre des siècles passés » Elle est surtout grotesque : grâce à leur monopole de création et d'utilisation de « la monnaie », les banques nous ont elles préservés des crises à répétition ?.

h) LA « VRAIE » VERSION « HISTORIQUE » EST BIEN DIFFERENTE.

A force de « sauver les banques » avec de l'argent public, les banques centrales sont sur la sellette. La concurrence des « grands commerçants internationaux » s'organise en mettant en avant les coûts et les risques de leurs manipulations permanentes de « la monnaie ».

Comme l'avait avoué Benoît COEURE le 15 novembre 2018 :

- ✓ « Peu de gens se souviennent que Satoshi a intégré le bloc de genèse avec un titre du **Times en janvier 2009** sur le renflouement des banques britanniques.
À plus d'un titre, Bitcoin est le néfaste engendrement de la crise financière.
La foudre peut me frapper pour avoir dit cela dans la tour de Bâle – mais Bitcoin était une idée extrêmement intelligente ».
- ✓ « Malheureusement, toutes les idées intelligentes ne sont pas bonnes » (NB : pour les banques centrales).

Les conclusions sont toujours les mêmes.
Elles sont systématiquement les mêmes, inchangées quelle que soit l'audience. En fait, elles sont destinées à lobotomiser les cerveaux.

D. 8 AVRIL 2022 : IESE BUSINESS SCHOOL (OPUS DEI, UNIVERSITÉ DE NAVARRE) •

Banking Initiative sur la technologie et la finance

a) LA CONFÉRENCE DE F. PANETTA COMMENCE TRÈS MAL.

- ✓ « Aujourd'hui aurait été le 118e anniversaire du grand économiste Sir John Richard Hicks qui a dit un jour qu'une grande partie de la théorie économique est poursuivie pour la seule raison que son attrait intellectuel est un bon loisir (a good game) ».

Les banalités complètent le discours des bienfaits.

✓ « Premièrement, les risques que les CBDC peuvent faire face à l'intermédiation bancaire dépendent de manière cruciale des choix que font les banques centrales ».

La BCE a trouvé la solution (?) : il faut que la CBDC bénéficie d'une garantie étatique très importante mais il ne faut pas qu'elle soit pas trop attractive.

✓ « Deuxièmement, l'émission de CBDC peut également avoir des répercussions positives sur le système financier ».

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques avant l'introduction de l'euro numérique

b) LES RÉPERCUSSIONS POSITIVES ? POUR LA POPULATION ?

Une CBDC de transaction ? Pour des petits montants ?

✓ « Une CBDC pourrait également améliorer l'allocation des capitaux en facilitant l'accès aux paiements et en réduisant les coûts de transaction, contribuant ainsi à débloquer des opportunités commerciales ». ✓ « Et les CBDC pourraient soutenir la numérisation du secteur bancaire en facilitant les opportunités de rémunération innovantes et en uniformisant les règles du jeu pour les banques qui sont plus exposées à la concurrence de nouveaux acteurs tels que les grandes entreprises technologiques ».

c) LES (PETITES) BANQUES MENACEES

Par contre, sur ce dernier point, « la concurrence » ne semble pas être exempte de risques pour l'économie réelle.

✓ « Une conclusion conceptuelle notable est qu'une CBDC portant intérêt peut favoriser l'intermédiation bancaire. Une augmentation de sa rémunération obligerait les banques à augmenter les intérêts sur leurs dépôts, ce qui entraînerait une hausse des soldes de la CBDC et des dépôts. À leur tour, les banques réagiraient à l'augmentation du niveau des fonds ».

Le langage est « trouble » comme d'habitude mais il va se clarifier.

✓ « Une étude empirique sur l'économie américaine suggère qu'en renforçant la concurrence sur les marchés des dépôts, une CBDC pourrait augmenter les prêts bancaires de près de 2 % et la production d'environ 0,2 % ».

d) RISQUE DE BANQUEROUTE ? PAS DE CHANGEMENT.

L'introduction d'une « nouvelle monnaie » ne va pas réduire le risque d'une banqueroute bancaire. ✓ « Une étude montre que la simple présence de dépôts sûrs dans des institutions autres que les banques a joué un rôle important dans le déclenchement des paniques bancaires pendant la dépression Française de 1930-31 ». ✓ « Une conclusion notable est qu'une CBDC pourrait elle-même être utilisée comme un outil pour contrer les risques de panique bancaire ».

e) LES « PUISSANTS » NE RISQUENT RIEN.

Par contre, la CBDC protégera parfaitement les « grands volumes ».

✓ Les CBDC « contrairement à l'argent liquide, pourraient potentiellement être détenus en grands volumes, en l'absence de garanties, et sans frais, accélérant les tirages numériques ».

Mais elle risque d'affaiblir le système bancaire traditionnel.

✓ « Par exemple, un recours accru au crédit de la banque centrale pourrait accroître la rareté des garanties. Cela pourrait affecter les banques de manière asymétrique, avec un impact potentiellement plus important sur celles qui dépendent davantage du financement des dépôts ».

f) LA THEORIE MONETAIRE MODERNE S'IMPOSE

La monnaie risque de devenir encore plus abondante : une nouvelle « monnaie presse-bouton » pour les puissants.

✓ « Pour atténuer ces pressions, la banque centrale pourrait augmenter le montant de la liquidité dans le système, dans la mesure où cela est compatible avec l'orientation appropriée de la politique monétaire ». Et il faut que la CBDC puisse être rémunérée par la banque centrale, de façon directe (taux positif) ou indirecte (réserves obligatoires), parce que ses emplois (actifs) doivent lui procurer des revenus réguliers :

- En prêtant directement aux « privilégiés » de ce nouveau système, la Banque Centrale peut engranger les revenus indispensables mais elle entre en concurrence avec les (petites) banques commerciales.

- Celles-ci réduiront automatiquement le volume de leurs prêts puisqu'elles perdront à la fois leurs gros clients et les garanties de qualité qui leur sont associées.
- Sans des garanties de qualité, elles ne feront plus appel aux refinancements auprès de la Banque Centrale, et celle-ci se privera de ses rémunérations (directes et indirectes).

g) LA SUITE DEVIENT UNE SOUPE INFAME DE SUPPOSITIONS.

« Il faut » mais « pas trop » ; « il ne faut pas trop » mais « ce ne sera pas assez ».

Les avantages « supposés » des CBDC sont pourtant présentés comme « très favorables ». La BCE énumère donc les « facteurs susceptibles de renforcer et d'accélérer la transmission de la politique monétaire ». ✓ « *Inversement, une CBDC rémunérée pourrait accélérer et renforcer la transmission de la politique monétaire, bien que l'utilisation de l'euro numérique comme outil de politique monétaire ne soit pas une motivation pour son émission.* » En effet, les avoirs des CBDC et les dépôts bancaires dépendraient à la fois de la rémunération et des taux directeurs des CBDC. Cela nécessiterait une coordination entre le taux de rémunération de la CBDC et le taux d'intérêt des réserves de la banque centrale ».

Page 13 sur 33

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques
avant l'introduction de l'euro numérique

- ✓ « *L'émission d'une CBDC pourrait également entraîner un passage de l'emprunt bancaire à des sources de financement non bancaires, avec des conséquences par d'autres canaux. Par exemple, un déplacement du financement bancaire vers le financement de gros, dont le coût tend à être plus sensible au taux directeur de la banque centrale, renforcerait la transmission de la politique monétaire par le biais des coûts de financement bancaire.* »

h) DISONS LA VERITE : « NOUS SOMMES ENTRE NOUS ».

Entre « gens de bonne compagnie » (devant les représentants de la think tank de l'Opus Dei), il est plus facile de « se lâcher ».

On peut donc dire que le système restera inflationniste mais il faut accepter la soupe habituelle de leurs raisonnements. ✓

« *Un autre sujet qui gagnerait à faire l'objet de recherches plus approfondies, compte tenu de l'étendue et de la subtilité des questions en jeu, est l'impact des CBDC sur le « r-star » (le taux d'intérêt réel) qui n'est ni expansionniste ni contractionnel lorsque l'économie est au plein emploi. Jusqu'à présent, les résultats sont mitigés.* »

- ✓ *Par exemple, si les CBDC augmentent la productivité et l'efficacité des systèmes de paiement, r-star augmente. Mais si l'émission de la CBDC entraîne une augmentation des achats d'obligations d'État, les primes à terme sont affectées – avec des effets peu clairs sur r-star (R-star is the real neutral rate of interest) ».*

Autrement dit, r-star est égal au « taux d'intérêt nominal » duquel on déduit « le taux d'inflation ».

Si « r-star » augmente, cela concerne « les gros emprunteurs », et cela signifie que :

- les taux de prêts peuvent augmenter pourvu que l'inflation augmente ;
- la BCE peut gagner beaucoup d'argent en augmentant ses taux d'intérêt dans un contexte inflationniste puisqu'elle peut prêter des sommes gigantesques sans frais (monnaie presse-bouton);

i) LA SPECULATION SERA AVANTAGEE

La spéculation effrénée est avantagée puisque ce sont les spéculateurs eux-mêmes qui créent l'inflation (et qui peuvent emprunter à des « conditions de gros »).

- Avec de très grosses mises de départ (et un esprit d'équipe), les spéculateurs cherchent à acheter bon marché des matières premières, des énergies, des biens et services, des actifs réels et financiers... pour les revendre très rapidement en engrangeant des plus-values.
- Sans leurs spéculations, les équilibres entre l'offre et la demande (sur tous ces marchés) se feraient naturellement sans leur intermédiation coûteuse.

j) EN CONCLUSION ?

Un peu de Culture Générale, c'est bon pour les neurones.

- ✓ « *L'émergence (des stablecoins et des crypto-actifs) aux côtés de la monnaie fiduciaire au cours des dix dernières années a été soudaine et a eu un effet massif – similaire à l'explosion cambrienne d'il y a 20 à 25 millions d'années, lorsqu'un énorme variété de formes de vie complexes est apparue aux côtés d'un plus petit nombre d'organismes préexistants.* »

Bravo pour la culture générale !

Mais justement, la Haute Finance européenne veut « tuer » toutes les formes de vie complexes qui lui portent ombrage.

Et nec plus ultra, nous venons de constater que « l'euro-crypto », si bénéfique pour le vulgum pecus (les peuples), n'est que de la poudre aux yeux destinée à « éblouir » nos parlementaires

pour obtenir « un ancrage » (des garanties étatiques) de cette « nouvelle monnaie ». En réalité, toute cette comédie est destinée à encourager les gros spéculateurs en se moquant éperdument du niveau des taux d'intérêt et de l'inflation.

C'est à nouveau l'Economie Réelle, surtout dans les régions, qui sera touchée par ce système malsain des « banques centrales indépendantes ».

III. RAPPORTS SUR LES MODELES MACRO-ECONOMIQUES

A. DÉCEMBRE 2021 : EQUIPE TECHNIQUE DE PANETTA – PREMIÈRES MODÉLISATIONS

- Objet : Monnaie numérique de la banque centrale: portée fonctionnelle, tarification et contrôles a)

LA DECISION EST DÉJÀ PRISE

- ✓ *Même avant leur déploiement dans les grandes économies, l'une des préoccupations exprimées au sujet de la monnaie numérique des banques centrales (CBDC) est qu'elle pourrait être trop réussie et conduire à la désintermédiation bancaire, qui pourrait s'intensifier davantage en cas de crise bancaire.*

Certains soutiennent également que les CBDC pourraient évincer les solutions de paiement privées au-delà de ce qui serait souhaitable du point de vue des avantages comparatifs de l'argent des secteurs privé et public. Cet article traite des facteurs de réussite des CBDC et de la façon d'éviter le risque d'éviction ».

En clair, la décision est déjà prise : la monnaie numérique existe, et ce sera une monnaie « centrale », pour laquelle l'Union Européenne devra prévoir des « garanties publiques ».

b) LA CBDC : IL FAUT DES « GARANTIES PUBLIQUES »

Ce sera donc une « monnaie concurrente » des pièces et des billets mais aussi concurrente de « la monnaie privée » : dépôts bancaires, contrats d'assurance vie et assurance-pension (que les Français appellent « Retraite Complémentaire). Problème majeur : les Etats risquent de « retirer » leurs garanties en faveur des banques et des assureurs si l'UE donne sa garantie à l'Union Bancaire (le TOP-50) pour les « libérer » des Etats et pour « garantir » leur « liberté d'action » avec cette nouvelle monnaie.

Il faut donc « rassurer » à la fois les (petits) banquiers commerciaux, les colégislateurs, les clients des (petites) banques (déposants), les emprunteurs particuliers et les sociétés.

Autrement dit, dans le vocabulaire que nous allons décortiquer, il faut dégoupiller la grenade des méfaits de la « désintermédiation ».

Nous allons éviter de faire tourner « le moulin de prières » mais nous ne négligerons pas le bel objectif du « e-euro » : ✓ *« Les trois principaux facteurs de succès d'une CBDC seront : l'acceptation par les commerçants; la volonté des intermédiaires de les distribuer et d'interagir au besoin avec les utilisateurs; une proposition de valeur attrayante pour les particuliers et les entreprises à utiliser pour les paiements ».*

- ✓ *« Une autre dimension importante dans la conception d'une CBDC pour qu'elle réussisse sans évincer le secteur privé est la portée ».*

Il ne faut pas évincer les professionnels actuels : cartes bancaires, PayPal, applications pour mobiles et Internet, développeurs de Contrats Intelligents (le monde des cryptos et du commerce) ...

- ✓ *« Il faut autoriser les paiements anonymes » (?) ;*

Il faut que l'euro numérique (avec toutes ces applications) soit « disponible pour des utilisations internationales, afin de renforcer le rôle international de la monnaie » (?).

✓ « Une fonctionnalité complète de paiement international augmenterait évidemment l'attrait d'une CBDC et de l'empreinte de son système financier ».

Donc, il reste à définir le vocabulaire mathématique et la syntaxe pour démontrer que l'on maîtrise tout sans être contredit. Il faut donc comprendre « un peu » les mathématiques, la comptabilité bancaire et les concepts monétaires discutables, admis par tous les « grands macro-économistes distingués ».

Et pour ce faire, la BRI-BCE a besoin de :

- un prix Nobel (Toulouse a désormais le sien),
- un Professeur d'une (grande) School of Economics de Londres, Paris et autres,
- un grand macro-économiste américain.

Tout est en place : voici comment obtenir ce que l'on veut.

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques
avant l'introduction de l'euro numérique

c) CADRAGE DES « MODELES » SOUHAITES

- Le schéma présenté interpelle immédiatement les esprits « avertis » : il est confus.

Table 1
How bank disintermediation affects financial statements: three flows

Non-bank sectors (including households, corporates, governments, pension and investment funds, insurance companies, ROW)			
Real assets	E	Household equity	E
Sight deposits bank 1	$D1 - \alpha - \beta/2 - \lambda/2 - \mu/2$	Liabilities to banks	$D1 + D2 + D3 + B + C$
Sight deposits bank 2	$D2 + \alpha - \beta/2 - \lambda/2 - \mu/2$		
Banknotes	$B + \beta$		
Non-bank deposits with CB	$D3 + \mu$		
CBDC	$C + \lambda$		

D'une part, ce schéma est confus parce qu'il est censé représenter tous les secteurs institutionnels, sauf le secteur bancaire (banque centrale et banques commerciales).

Cela fait beaucoup d'acteurs :

- ménages
- entreprises
- gouvernements
- fonds de pension et fonds d'investissement,
- compagnies d'assurance
- reste du monde.
- Cela fait aussi beaucoup d'actifs monétaires, financiers et réels.
 - Des billets de banque « B » (banknotes) ;
 - Des euros-cryptos « C » (Central Bank Digital Currency) ;
 - Des comptes à vue « D » (deposit) dans les deux banques existantes : D1 et D2 ;
 - Des dépôts non-bancaires auprès de la banque centrale (les assurances, fonds de pension et fonds d'investissement) : D3
 - Les actifs réels sont très différents (foncier, immobilier, machines, stocks) ;

- Ils auraient dû être identifiés par la lettre « R » (Real Assets) et non pas par « E » (equities pour actions) ;
- Au passif, tous ces acteurs non-bancaires ont émis des titres financiers sous des formes multiples. ○
 - Des actions :
 - Des obligations et autres titres de dette ;
 - Des bons d'état (au sens large) ;
- Or, tous ces passifs auraient dû être identifiés par « F » (Financial Liabilities) et non pas par « E ». ○ En effet, les « ménages » n'émettent pas d'actions : il n'y avait donc aucune raison de créer une rubrique « Households Equity ».
 - Au sens strict, les acteurs non-bancaires n'ont aucune dette nette en « B », « C », « D1 », « D2 » et « D3 ».
- Les équipes techniques de F. PANETTA ont sans doute voulu représenter des flux mais cette représentation n'est pas « heureuse », et elle n'est pas « complète ».

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques
avant l'introduction de l'euro numérique

d) PASSONS AUX INTERVENANTS « BANCAIRES » DE CE TABLEAU 1.

- Il y a trois intervenants : une banque commerciale ou « Bank 1 », une autre banque commerciale « Bank 2 » et une Banque Centrale « CB » : toutes les trois sont représentées par des comptes en « T » (actif à gauche, passif à droite).
- Pour la Banque Centrale, le schéma est correct :
 - Au passif, elle est bien « redevable » de ses émissions de Billets et Pièces « B » (comme Banknotes), de ses émissions en CBDC « C » et des Dépôts « D3 » effectués par les banques commerciales. ○ A l'actif, elle détient des créances sur ces mêmes acteurs pour ses prêts en « B », en « C » et en « D3 ». Le schéma représente bien le pouvoir de création de la banque centrale en « monnaie presse-bouton » mais, aussi et surtout, il représente bien son pouvoir de distribution à ses « gens de bonne compagnie » (le TOP-50 des banques commerciales en l'occurrence)

Bank 1			
Loans to non-bank sectors	$C/2 + D1 + B/2 + D3/2$	Sight deposits	$D1 - \alpha - \beta/2 - \lambda/2 - \mu/2$
		CB credit	$C/2 + B/2 + D3/2 + \alpha + \beta/2 + \lambda/2 + \mu/2$
Bank 2			
Loans to non-bank sectors	$C/2 + D2 + B/2 + D3/2$	Sight deposits	$D2 - \alpha - \beta/2 - \lambda/2 - \mu/2$
		CB credit	$C/2 + B/2 + D3/2 - \alpha + \beta/2 + \lambda/2 + \mu/2$
Central Bank			
Credit to banks	$C + B + D3 + \beta + \lambda + \mu$	Banknotes	$B + \beta$
		CBDC	$C + \lambda$
		Bank deposits	0
		Non-bank deposits	$D3 + \mu$

Mais ce

n'est pas tout : il y a aussi les changements de comportements et les changements de politiques monétaires. • α = flux vers des dépôts auprès d'autres banques, au sein du système bancaire

- β = flux en billets de banque
- λ = flux dans les CBDC

• μ = flux dans les dépôts du gouvernement/de la banque centrale étrangère auprès de la banque Nous éviterons de développer les simulations et les conditions à respecter : 31 pages + 4 pages d'annexes (« References ») qui indiquent les « modèles existants » à utiliser et les auteurs à citer.

Petites perfidies supplémentaires :

- Aucun « modèle » existant n'était prévu pour cela (nouvelle monnaie CBDC).
- Aucun « modèle » existant ne se base sur des données réelles.

Par contre, nos macro-économistes distingués vont se servir de ces « *modèles anciens sortis des nuages* » puisque c'est le cahier des charges.

e) HYPOTHESES A « MODELISER »

- ✓ Une banque commerciale menace de faire faillite ;
 - ✓ La CBDC « C » ne bénéficie pas des « garanties étatiques » (souhaitées) ;
 - ✓ La CBDC « C » offre des garanties que les banques n'offrent plus ;
 - ✓ La CBDC « C » offre des rémunérations plus intéressantes que celles des dépôts bancaires ; ✓ La banque centrale ne peut pas remplacer les banques commerciales dans la gestion des crédits, des prêts et des risques ;
 - ✓ elle ne peut donc pas encourager une « désintermédiation (totale) »
- Différents scénarios dans chacune des hypothèses :
- Y aura-t-il un « run » (une panique bancaire) ?
 - Y aura-t-il un transfert des comptes de la banque commerciale Bank1 (en panique) vers l'autre banque commerciale Bank2 (jugée fiable dans un tel environnement) ?
 - Y aura-t-il un transfert des comptes bancaires vers les billets ou l'or ?
 - Y aura-t-il un transfert des comptes bancaires vers l'euro-crypto ?

Page 17 sur 33

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques avant l'introduction de l'euro numérique

- **Quel sera le comportement des banques commerciales en matière de crédits et de prêts ?** ○ Les banques commerciales pourraient-elles continuer à exercer les fonctions de crédit et de capital ? ○ Les banques commerciales pourraient-elles se passer des refinancements de la banque centrale ? ○ L'utilisation d'une CBDC sur le plan international aurait-elle des effets sur la vitesse de circulation ?
- **La banque centrale aurait-elle encore les moyens de « sa » politique ?**
- Baisse des taux d'intérêt ?
 - Taux négatifs ?
 - Transmission de ses décisions dans l'économie réelle ?
 - Faudrait-il décourager la détention de CBDC ?
 - Comment le faire ?
 - Comment éviter un rejet de la CBDC par les acteurs économiques ?

f) DEVELOPPEMENTS : « A VOUS DE DEMONTRER MAINTENANT ! »

Dites-moi ce que je dois démontrer... et je vous donnerai les réponses que vous désirez entendre.

C'est donc ce qui sera fait.

- ✓ « les banques centrales agissent dans l'intérêt de la société (?), fixant des objectifs dans l'intérêt public plutôt que privé » (?).
- ✓ « Une CBDC à usage général pourrait donner lieu à une plus grande instabilité du financement des dépôts des banques commerciales ».
- ✓ « Si, au contraire, les banques ont un pouvoir de marché sur le marché des dépôts (en offrant des meilleures rémunérations) [...], l'émission d'une CBDC n'évincerait pas nécessairement les banques privées ». ✓ « Étant donné qu'il s'agit d'un actif sans risque et entièrement liquide, sans frais de détention, [...], une CBDC créerait un canal supplémentaire pour les sorties de dépôts qui aurait probablement une certaine incidence, en particulier dans des circonstances anormales ».
- ✓ Bindseil (2020) propose que les comptes CBDC puissent être rémunérés à un taux relativement favorable « r1 » (par exemple 0% dans l'environnement actuel de taux d'intérêt négatifs) jusqu'à un certain seuil, tandis que les avoirs au-dessus de ce taux gagneraient un taux moins favorable « r2 » (par exemple légèrement inférieur à celui des autres sans risque actifs) ».

Mieux, puisqu'il faut éliminer les pièces et billets dans un proche avenir, il faut que :

« Les considérations de politique publique suggèrent d'examiner comment les CBDC pourraient faciliter

l'accès aux services financiers.

Cela pourrait être le cas dans les zones rurales (en raison de l'insuffisance des agences bancaires ou des réseaux de distributeurs automatiques) ou pour les personnes à faibles revenus (qui ne peuvent pas se permettre le coût de l'utilisation des moyens de paiement numériques existants) ».

Par contre :

« Ces facteurs ne s'appliquent pas dans le contexte des CBDC, du moins pas dans la même mesure.

En fait, on ne s'attend pas à ce que la CBDC soit le principal moyen de paiement numérique ».

Les « élites du monde académique » ont rendu leurs premières

analyses. « Dites-moi ce que je dois démontrer...

Je vous donnerai les réponses que vous désirez entendre ».

C'est donc ce qui a été fait.

Page 18 sur 33

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques
avant l'introduction de l'euro numérique

B. MAI 2022 : REFLEXIONS TECHNIQUES : « COMMENT EVITER UNE PANIQUE GENERALE ? » •

Article occasionnel – Monnaie numérique de la banque centrale: portée fonctionnelle, tarification et contrôles a)

L'EURO NUMÉRIQUE NE FAIT PLUS L'OBJET D'UN DÉBAT : IL EST ACQUIS.

Les équipes techniques de F. PANETTA ont la tête dans les étoiles.

✓ « *S'appuyant sur un certain nombre de scénarios illustratifs qui prennent en compte une gamme d'adoptions par le secteur non financier, l'analyse présentée dans le présent document se concentre sur les implications de l'adoption de l'euro numérique, allant d'un peu moins de 500 milliards d'euros à un peu plus de 7.500 milliards d'euros* ».

b) PROBLÈME ? LES PETITES BANQUES VONT ÊTRE MISES À MAL.

Il va falloir beaucoup de garanties pour déverser des tonnes de liquidités.

✓ « *L'analyse des données de bilan stylisées et au niveau des banques montre que, quelles que soient les options d'ajustement choisies par une banque, le remplacement des dépôts bancaires par une intervention numérique de la banque centrale déclencherait probablement une opération d'apport de liquidité compensatoire de la part de la banque centrale afin de garantir le maintien de la situation de liquidité dans l'ensemble de l'économie inchangé* ».

c) UNE PANIQUE BANCAIRE EST MEME POSSIBLE

L'introduction de l'euro numérique pourrait provoquer une panique bancaire : il faut donc en limiter l'accès. ✓ «

Alors qu'une offre incontrôlée d'euros numériques pourrait entraîner une augmentation de l'ampleur et de la vitesse d'une panique bancaire à l'échelle du système, les limites imposées aux avoirs individuels d'un euro numérique pourraient atténuer un tel résultat ».

✓ « *De plus, en période de tension, les paniques bancaires systémiques pourraient se produire plus facilement ou plus rapidement en présence d'une CBDC* » (Broadbent, 2016; Callesen, 2017).

d) HEUREUSEMENT, LA BCE VEILLE.

Les outils manquent pour évaluer ce risque : la petite cuisine de la BCE devrait suffire à éviter cette panique. ✓ « *Enfin, aucune grande économie avancée n'a jusqu'à présent mis en place une CBDC, ce qui entraîne un manque de données pouvant être utilisées dans les analyses empiriques.*

Par conséquent, à ce stade, il est particulièrement difficile d'estimer les effets d'un euro numérique et de concevoir les options pour gérer son adoption ».

e) LES HYPOTHESES DE DEPART ? C'EST MAL PARTI.

Par contre, les réflexions démarrent sur une « politique monétaire » complètement dépassée (fin QIII-2021). A l'époque, la BCE était toujours dans son schéma de l'argent « bon marché » alors que désormais elle est dans le schéma opposé de l'argent « rare et cher » qui est censé « combattre l'inflation qui vient de nulle part ».

✓ « *Nous le faisons (augmentations des taux) parce que nous luttons contre l'inflation* ⁽⁴⁾.

✓ *L'inflation a surgi de nulle part.*

✓ *Nous avons lutté contre la déflation, donc lorsque les prix baissaient, baissaient, baissaient, nous essayions de les ramener à un niveau stable pour que les gens connaissent la stabilité. »*

(*The Late Late Show*, émission irlandaise de discussion entre sportifs et célébrités de la télé - 28 octobre 2022).

4

« In an interview with Irish state broadcaster RTE on Friday, Lagarde said: “We do it because we are fighting inflation” that had “pretty much come about from nowhere.” She pointed to a speedier-than-expected economic rebound from the pandemic as a cause alongside “the energy crisis caused by Mr. Putin who has decided in an unjustifiable way to invade another country.” The ECB chief added: “That’s what he [Putin] is trying to do, cause chaos and destroy as much of Europe as he can. This energy crisis is causing massive inflation which we have to defeat.”

Page 19 sur 33

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques avant l'introduction de l'euro numérique

Tableau 1 Bases des réflexions totalement "dépassées"

	Rate (%)
Deposit facility rate	-0.50
ESPR	-0.50
EU 10 year government AAA-rated bond yield	0.37
EA 10 year government benchmark bond yield	0.14
Overnight deposit rate (household)	0.04
Overnight deposit rate (non-financial corporations)	-0.20
Market (Euro MFI) bonds yields	0.12

Source: ECB and IHS Markit
Notes: The table shows interest rates relevant to the paper calculated as average across G2021
The Market (Euro MFI) bonds yields is calculated as an average of the monthly average annual yield for maturity weighted by nominal amount of EU net bonds which have maturity higher than 2 years of Euro bonds.

En début 2023, tous ces taux sont passés en zone positive, avec des écarts allant de +2,5% à +3,5%. «

L'équipe » remplit ensuite 40 pages de scénarios, avec des hypothèses totalement centrées sur le petit monde des banques, commerciales et centrales.

Leur préoccupation n'est absolument pas l'avenir de l'économie, des investissements, des emplois, des salaires, des finances gouvernementales, des balances commerciales, des balances de paiements de la Zone Euro et de chacun des pays-membres, ...

f) L'URGENCE EST LE TAMPON « PROUVE ET APPROUVE PAR DES « PERSONNES COMPETENTES ».

Les « spécialistes » admettent que ces 40 pages sont très problématiques.

✓ « *La demande d'un euro numérique dépendra beaucoup de ses caractéristiques de conception et de l'environnement prévalant au moment de son introduction ».*

Mais l'urgence est de « valider scientifiquement » les choix (déjà) faits.

La BCE veut créer le plus possible de « nouvelle monnaie » en évitant une banqueroute du système bancaire. Et donc, en partant du tableau et des statistiques internes sur les taux d'intérêt et les refinancements (non publiées), leur objectif est de valider un taux de rémunération positif pour encourager la détention des CBDC au détriment des billets, des dépôts bancaires et même des cartes bancaires.

g) SCENARIO DE « NON-TENSION » : ÇA SE COMPLIQUE !

✓ « *Deux scénarios hypothétiques différenciés d'euro numérique en période de non-tension et une vitrine de l'offre restreinte sont envisagés ».*

✓ « *Dans notre calcul, nous nous concentrons sur la substitution des billets de banque et des dépôts à vue libellés en euros par chaque secteur (tableau 2). Pour les ménages, les parts de substitution suivantes pour les paiements de détail sont supposées: 50% de la valeur des billets utilisés pour les paiements de détail, 25% de la valeur de transaction payée avec des cartes et 75% de la valeur de la transaction réglée avec d'autres moyens de paiement, tels que monnaie électronique ».*

L'hypothèse de départ (période de non-tension) donne lieu à une arborescence de déclinaisons par secteurs économiques (ménages, entreprises non financières (NFC), entreprises financières non-bancaires, étrangers en visite) puis en

Nous en sommes déjà à 36 déclinaisons... de suppositions pour l'évolution d'une « nouvelle monnaie » qui n'a jamais existé, et dont personne ne connaît encore les contours. Pour les ménages, il y a même des simulations de « substitution » des dépôts des ménages par quartiles vers cette nouvelle monnaie, et donc une fuite bancaire chiffrée entre 0,5% et 18% du total des dépôts avant CBDC).

En tout état de cause, « on sait déjà » que l'Union Européenne devra accorder « ses » garanties pour des sommes variant entre 488 milliards d'euros (4% du PIB Zone Euro « sans aucun risque ») et 7.492 milliards d'euros ($\pm 60\%$ du PIB Zone Euro « cas de trop grand succès »)

h) QUID DES « CANAUX » ?

« L'étude » est loin d'être terminée : il y a les « ajustements possibles par canaux de distribution ».

Par contre, nous sommes prévenus : le monde académique va donner ses réponses.

- ✓ « Cette conclusion correspond aux résultats d'équivalence qui ont été proposés dans la littérature académique ». Plus précisément, afin de mettre en circulation l'euro numérique, les banques peuvent: restituer (ou intermédiaire) les billets à l'Eurosystème ; réduire leur stock de réserves excédentaires auprès de l'Eurosystème ; augmenter leurs emprunts auprès de l'Eurosystème ; ou vendre des actifs à l'Eurosystème ».

Page 20 sur 33

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques avant l'introduction de l'euro numérique

« Laquelle de ces stratégies d'ajustement les banques utiliseront-elles? Cela dépend-il des préférences des clients, des choix bancaires et des politiques de l'Eurosystème?»

- Canal 1 : les banques se débarrassent des billets rendus par leurs clients ?
- Canal 2 : les banques perdent des dépôts, et donc réduisent leurs réserves auprès de la banque centrale ?

Canal 3 : les banques, privées des dépôts de leurs clients, empruntent auprès de la banque centrale ? • Canal 4 : les banques vendent leurs propres actifs pour acquérir des euros numériques ? **Réponse ses « spécialistes » : tout est chiffré, « maîtrisé ».**

Les schémas abondent, les chiffres suivent.

Et pourtant, nous avons analysé » seulement 20 pages du « document de travail ».

Pour chaque « canal », il y a des variantes, des scénarios forts ou faibles, avec « frottements », avec des frictions et des contraintes, et il y a aussi des « combinaisons de canaux ».

i) MEME LES POULES PONDEUSES PERDENT LEURS ŒUFS

Cela devient très - très sérieux : même les poules ne retrouvent pas leurs œufs.

Par contre, tout cela demande une gestion rigoureuse qui va exiger « beaucoup de garanties ». ✓ « Cependant, la présence de contraintes et de frictions, telles que les exigences de garantie ou la réglementation de la liquidité, modifie ce résultat ».

Nous en revenons donc au postulat de base : « Deux scénarios hypothétiques différenciés d'euro numérique en période de non-tension et une vitrine de l'offre restreinte sont envisagés ».

j) QUID DANS UNE PÉRIODE DE TENSION ? C'EST DE PLUS EN PLUS COMPLEXE !

- ✓ « Dans le même temps, tous les écarts par rapport à l'économie sans friction peuvent avoir un impact négatif sur la capacité d'intermédiation des banques; certains peuvent le contenir ».
- ✓ « Une rigidité supplémentaire des dépôts peut découler des prêts relationnels, dans le cadre desquels les déposants hésiteraient davantage à résilier un compte de dépôt auprès d'une banque avec laquelle ils peuvent également entretenir une relation de crédit ».

Nous en sommes seulement à la page 25.

- ✓ « Le graphique 17 montre comment les quelque 2 000 banques considérées dans notre simulation pourraient absorber la sortie de différentes fractions de leurs dépôts à vue des ménages (HH) et des sociétés non financières (NFC) ».
- ✓ « Dans ce cas, le graphique 17 montre que presque toutes les banques pouvaient compter sur leurs propres

réserves pour répondre à la demande des CBDC ».

k) DE NOUVEAUX SCÉNARIOS A ET B DÉFILENT.

A chaque fois, nous avons droit à de nouveaux chiffres pour le comportement des banques commerciales de leurs clients (ménages, entreprises).

- ✓ **Rien n'est laissé au hasard** : « la qualité des garanties HQLA ou non-HQLA (High Quality Lending Assets), « les coussins » (liquidity buffers), les « sensibilités », les LCR (Liquidity Coverage Ratio) et les NSFRR (Net Stable Funding Ratio).
- ✓ « Sans oublier les conditions de financement : (RSF : Required Stable Funding) < ASF : Available Stable Funding) »

Bonne question supplémentaire : comment ont réagi les citoyens suite à nos annonces de 2020 et 2021 ? D'abord, les petits curieux ont fait des recherches sur GOOGLE pour « digital euro » et « stablecoins » : les indices ont explosé de 0 en 2018 à 2000 pour l'euro mais à 3000 pour les stablecoins.

Plutôt « encourageant ».

Comment ont réagi les marchés boursiers ?

Passons sur les annonces : les résultats sont bons, même pour les petites banques.

- ✓ « Un modèle Fama-Français à 3 facteurs est adapté quotidiennement aux rendements boursiers des banques de la zone euro afin d'identifier les anomalies potentielles retourne autour d'événements liés à l'euro numérique, ou aux monnaies numériques plus généralement.
- ✓ Les retours sont classés comme anormaux dans la mesure où ils s'écartent des retours expliqués par les régularités capturées par les facteurs Fama-Français ».

Page 21 sur 33

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques avant l'introduction de l'euro numérique

Comment réagissent-ils par rapport aux stablecoins ?

Il faut agir vite : museler la concurrence.

- ✓ « Le contrefactuel de l'impact de l'euro numérique sur les valorisations des banques n'est peut-être pas un monde sans CBDC ou stablecoins, mais plutôt un monde où les modèles économiques des banques sont menacés par la disponibilité de ces actifs et la montée de nouveaux acteurs, tels que les grandes entreprises technologiques, avec des avantages concurrentiels ex ante pour répondre aux nouvelles formes de demande de monnaies numériques et de crypto-actifs ».

l) IL FAUT AGIR ENCORE PLUS VITE : IL FAUT DES GARANTIES.

- ✓ « L'impact réel de l'introduction de l'euro numérique sur les bilans des banques dépendra également de l'évolution du bilan de la banque centrale. En effet, la banque centrale peut réagir à l'augmentation potentielle des passifs induite par la demande accrue de monnaie numérique en acceptant de comprimer ses autres passifs ou en élargissant ses actifs ».

m) NOS « PENSEURS ACADÉMIQUES » SAVENT PENSER.

Viennent en finale les « réflexions sur la gravité des paniques bancaires potentielles à l'échelle de l'économie ». ✓

« Deux modèles sont utilisés pour discuter des conséquences possibles qu'un euro numérique pourrait avoir sur la gravité des paniques bancaires à l'échelle du système.

- Tout d'abord, un modèle de panique bancaire simulée est appliqué aux épisodes passés de panique bancaire à l'échelle de l'économie afin d'évaluer ce qui se serait passé si un euro numérique avait coexisté avec de l'argent liquide. Des simulations sont effectuées sous différentes limites d'utilisation ou de rémunération des CBDC.
- Deuxièmement, fondé sur une extension du modèle de Diamond et Dybvig (1983) qui intègre l'argent comptant et les CBDC, le document explore d'autres répercussions possibles, comme l'incidence que les CBDC pourraient avoir sur la protection en cas de panique bancaire à l'échelle du système ».

n) ILS SAVENT « MATHÉMATIQUEMENT » NOUS PROTÉGER.

« En résumé, la décision de retrait d'espèces de chaque individu $r^y \in \{0,1\}$ est formellement déterminée comme suit :

$$r(\gamma) = \begin{cases} 1 & \text{if } p \times D + \gamma_i > T \times W + S \\ 0 & \text{else} \end{cases}$$

- ✓ où $r = 1$ signifie que la personne retire ses dépôts en espèces,
- ✓ p est égal à la probabilité de défaut bancaire,
- ✓ D est égal aux dépôts individuels, $\gamma_i \sim N(\mu, \sigma)$ est égal à l'avantage individuel,
- ✓ T est égal au temps nécessaire pour retirer des dépôts bancaires,
- ✓ W est égal au salaire horaire ne
- ✓ S est égal au coût de stockage des espèces.
- ✓ Cette configuration implique que, toutes choses étant égales par ailleurs, seuls les individus ayant une course idiosyncratique suffisamment élevée bénéficient de retirer leurs dépôts bancaires ».

o) C'EST CLAIR POUR TOUT LE MONDE ?

- ✓ « L'introduction de la CBDC n'a pas d'incidence sur l'ampleur des paniques bancaires à l'échelle de l'économie, bien que les répercussions sur la protection puissent différer selon que l'approvisionnement des CBDC est limité ou non.
- ✓ En cas de panique bancaire à l'échelle du système, l'ampleur de la panique reste inchangée, car la décision des déposants de retirer leurs dépôts bancaires dépend de ce qu'ils pensent que les autres feront et non de la disponibilité d'un actif sûr supplémentaire ».

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques avant l'introduction de l'euro numérique

p) IL FAUT DONC CREUSER D'AVANTAGE DANS LES ANALYSES COMPLÉMENTAIRES.

Place à la spéculation « grâce aux garanties » !

- ✓ Fernández-Villaverde et al. (2021) montrent que si la banque centrale peut d'une manière ou d'une autre investir dans des actifs (risqués) à long terme, la CBDC peut remplacer complètement les dépôts bancaires, car la banque centrale peut fournir un contrat de dépôt comparativement plus attrayant qu'une banque commerciale ».

Pourtant, les modifications existantes omettent certains éléments qui sont cruciaux pour étudier l'impact potentiel de la CBDC en tant que réserve de valeur sur la gravité des paniques bancaires :

- la stratégie de gestion des risques de la Banque (BCE) ;
- la fourniture de liquidités par les banques centrales,
- la fourniture d'une couverture d'assurance des dépôts bancaires par les pouvoirs publics ». **q)**

UNE « COUVERTURE D'ASSISTANCE PUBLIQUE » ?

Décidément, nous n'échappons à l'extrême nécessité d'offrir une « **couverture d'assurance publique** ». Autrement dit, il faudra fournir des « garanties publiques » pour l'euro numérique mais aussi pour les dépôts bancaires (qui ne sont pas encore mis en place dans tous les pays européens) : cela permettra à la banque centrale de prendre des risques sur le long terme.

r) « LA LITTÉRATURE COMPLÉMENTAIRE » EST CLAIRE SUR TOUS CES SUJETS.

- ✓ « Il existe une littérature bien établie qui permet une extension du modèle Diamond et Dybvig avec CBDC et espèces pour tenir compte:
 - diverses options d'intervention politique telles que le gel des dépôts (Ennis et Keister, 2009),
 - les renflouements bancaires (Keister, 2016) et l'intervention de la banque centrale en tant que prêteur en dernier ressort (Allen et al., 2014);
 - et l'endogénéisation de la probabilité de panique (Goldstein et Pauzner, 2005).

- ✓ *Fait important, selon les hypothèses formulées dans Muñoz et Soons (2022), les CBDC pourraient potentiellement entraîner une probabilité accrue de paniques bancaires, car le retrait de dépôts deviendrait relativement plus attrayant (c'est-à-dire moins coûteux) par rapport à une économie au comptant uniquement ».*

Il est temps de conclure.

La brillante équipe macro-économiste de la BCE envisage le lancement d'une « nouvelle monnaie », sans en connaître (officiellement) les contours, ni sans disposer des « modèles » pour faire des études sérieuses.

Trois questions à la presse :

- 1- Au fait, l'euro-crypto est-il destiné à la population ?
- 2- « Selon les traités fondateurs », la banque centrale a-t-elle le droit d'investir dans des actifs risqués sur le moyen et long terme ? Grâce aux garanties publiques (de plusieurs trillions d'euros) qu'elle parviendra encore à obtenir ?
- 3- Quelles études macro-économiques ont-elles été faites ? Sur les investissements privés et publics ? Sur la croissance ? Sur l'emploi ? Sur les salaires ? Sur les finances publiques ? Sur les dettes publiques ? Sur l'avenir de notre civilisation ?

Réponse à la presse ?

Ok, vous laissez faire.

« Le monde est dangereux à vivre !

**Non pas tant à cause de ceux qui font du mal
mais à cause de ceux qui ne font rien contre cela »**

“The world is a dangerous place to live.

Not because of the people who are evil;

but because of the people who don't do anything about it”.

(EINSTEIN) - juillet 2022 – Equipe PANETTA - Working Paper Series - 2689

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques avant l'introduction de l'euro numérique

- Quantité optimale de CBDC dans une Economie Bancarisée

Compte tenu des restrictions suivantes, nous invitons les lecteurs les plus intrépides à sélectionner les articles et documents que nous allons commenter :



a) RESUME NON TECHNIQUE

La BCE tient à nous avertir qu'elle publie toutes ces « preuves » sans avoir influencé les « chercheurs ». ✓ «

Avertissement : ce document ne doit pas être présenté comme représentant le point de vue de la Banque centrale européenne (BCE). Les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de la BCE ».

Ce document débute par la présentation des enjeux et des méthodes utilisées pour « prouver » l'intérêt d'une CBDC. ✓ «

L'un des défis les plus discutés de l'émission d'une CBDC est le risque de désintermédiation bancaire par substitution de dépôts.

Evidemment, la Haute Finance insiste sur la nécessité d'apporter des garanties publiques, à la fois aux banques

commerciales et à l'Union Bancaire (non dit) qui gèrera cette « nouvelle monnaie ».

- ✓ « Une grande partie du débat politique actuel porte sur la façon de calibrer la quantité de CBDC en circulation afin de s'assurer que les avantages potentiels de la CBDC se matérialisent sans nuire à la stabilité monétaire et financière par la désintermédiation bancaire ».

La BCE (neutre) « doit être ravie » de constater que les chercheurs vont dans le bon sens.

- ✓ « À cet égard, la littérature s'est concentrée sur l'étude des implications des CBDC sur la base de modèles théoriques.
- ✓ Cet article fournit de nouvelles preuves empiriques sur l'impact des nouvelles numériques sur l'euro sur les cours des actions bancaires et le comportement des banques en matière de prêts ».

b) LE MODELE QUANTITATIF DSGE (LE BAZOOKA DES MACRO-ECONOMISTES)

Le DSGE (Dynamic Stochastic General Equilibrium) est inspiré de la doctrine de Léon WALRAS (1834-1910), converti à la « science » économique par son père, inspecteur d'académie passionné d'économie, et formé à la mentalité de l'horlogerie suisse en tant que professeur de l'Université de Lausanne.

Sa vision de l'économie était elle-même très horlogère, avec des engrenages de la pensée pour passer de l'économie pure à l'économie appliquée (qui doit rester « pure » et « en équilibre »).

- Avec l'économie pure, l'économiste établit des « lois mathématiques » en partant de concepts tirés de la réalité; • Avec l'économie appliquée, il tire de ces « lois mathématiques » des principes à mettre en œuvre pour la gestion de la politique économique ;
- Avec l'économie sociale, il énonce des mesures afin d'éviter la pauvreté et l'injustice.

Autrement dit, tout est « pur » et même « parfait »... comme l'essence divine.

L'économie se décline en « science objective de la pensée » puisqu'elle s'intéresse aux « forces aveugles et fatales des faits naturels » (l'homme n'y est pour rien), puis en « science sociale » guidée par « la morale pure » (dictée par Dieu), avant de se décliner en « économie appliquée pure » grâce à des « lois » et à « un idéal justice (divine) ». **La suite est connue : les mathématiques sont la main divine des « économistes purs » sans Idéal (Beau et Bien).** Tout doit, et peut être mis en équation :

- Équations de l'échange
- Équations de la production
- Équations de la capitalisation
- Tous ces équations sont alors regroupées dans « Théorie Mathématique de la Richesse Sociale ».

Par la suite, il utilisera encore les mathématiques pour :

- Théorie mathématique du bimétallisme augmentée (fin de l'écu argent)
- Théorie mathématique du billet de banque
- Théorie mathématique du prix des terres et de leur rachat par l'État¹⁷.

Philosophiquement, il est proche des protestants de l'époque:

- La concurrence doit être « pure et parfaite ».
- Le profit est une reconnaissance divine des mérites et des talents (des « gens d'argent »).
- L'utilitarisme permet de tout « utiliser » : les humains comme outils, la nature comme ressource infinie, les machines comme source de profits rapides et importants.
- L'argent lui-même a de la valeur parce qu'il est rare et utile (utilité).
- Par contre, Walras est opposé à la rente de la terre : la terre est la propriété de l'Etat.
- Il est même opposé à l'héritage.
- L'Etat doit veiller à ce que les règles du jeu soient égales pour tous.
- Son rôle n'est pas de corriger les « inégalités naturelles ».
- Enfin, le crédit est un moyen de démocratiser à la fois le capital et la société.

Son principal ouvrage est *Éléments d'Economie Politique Pure* publié en 1874 : Walras y démontre l'existence d'un « équilibre général » dans le cadre d'une « concurrence pure et parfaite ».

En 1896, Léon Walras publie sa deuxième œuvre majeure, les *Études d'Economie Sociale*, et en 1898 sa troisième œuvre

majeure : Les *Études d'Economie Politique Appliquée*.

Enfin en 1900, il publie une version remaniée des *Éléments d'Économie Politique Pure*.

c) LA THEORIE DE L'EQUILIBRE GENERAL DE LA MONNAIE

Les banquiers ont donc adapté la théorie de l'équilibre général d'une « économie pure et parfaite », initialement formulée sans monnaie et sans échanges internationaux.

Nous allons d'ailleurs constater que « *la théorie de l'équilibre général de la monnaie* » est totalemment déconnectée de l'Economie Réelle.

Ils « oublient » que la monnaie doit être au service de l'Economie Réelle.

Elle doit encourager :

- la création d'investissements nouveaux et le renouvellement d'investissements utiles (publics et privés) • la recherche et le développement
- l'éducation et la formation de la population et des personnels
- la création d'emplois dans toutes les régions
- une bonne répartition de la valeur entre : les salariés (sans discrimination flagrante) ; les entreprises (profits) ; les financiers (dividendes) et l'Etat (impôts et taxes « justes »).

Les modèles de la Haute Finance : des modèles macro-économiques » ?

Le fait de choisir un « modèle » ancien - sans monnaie et sans connexions internationales - en lui enlevant toutes les ramifications de l'économie réelle, c'est déjà « étonnant ».

Ils n'ont aucun scrupule à désigner leurs « nouveaux modèles » comme des « modèles macro-économiques ».

d) CONCLUSION SUR « LE MODELE ».

A aucun moment, ce « modèle-phare » de la Finance (utilisé par le FMI et la BRI) ne s'intéresse, ni de près, ni de loin, à la création de la valeur et à la répartition de la valeur.

Nous avons d'ailleurs identifié les bases essentielles de ces modèles.

- A aucun moment, « le modèle » ne parle du PIB, de la croissance et du progrès de la société. • La monnaie est « le but en soi » : rien d'autre n'est analysé.
- L'humain n'existe pas.
- Le profit des entrepreneurs libéraux est lui-même « oublié » puisque c'est la richesse financière qui est la finalité.
- « *La monnaie rare, chère et utile* » de WALRAS devient « abondante » et « risquée » (Théorie Moderne de la Monnaie).

Ce type de modèle n'est jamais guidé par l'idéal du Beau et du Bien. Il justifie la richesse financière en parlant de « profits » (provenant d'investissements réels, privés et publics) alors que « leur nouvelle monnaie » ne parle que d'« enrichissements sans cause » (provenant de la spéculation outrancière et mondialisée).

Pour y parvenir, il justifie la transformation de la Banque Centrale Européenne en une immense Banque d'Affaires, au service de l'Union Bancaire (TOP-50).

Il valide la transformation du Parlement Européen en un simple appareil de validation des lois et des décrets de la BRI.

Il valide l'utilisation de « l'Etat » (en fait l'Union Européenne) comme une « bouée de sauvetage » (garanties) pour renflouer cette « banque d'affaires » en toute circonstance.

Il prouve que les représentants de la BCE mentent effrontément au Groupe Parlementaire Européen des Affaires Economiques et Monétaires car l'euro numérique est présenté comme un petit projet destiné à offrir plus de services à la population. Même les banques commerciales locales, régionales et coopératives sont appelées à disparaître, condamnant les régions à suppléer l'absence de crédits et de capitaux pour les petites et moyennes entreprises, ainsi que pour les entreprises de taille intermédiaires de l'industrie et du commerce. L'Etat s'occupera de distribuer des tickets de rationnement aux populations dans les régions abandonnées pour suppléer la disparition des pièces, des billets et des distributeurs automatiques de billets.

Il faut que la monnaie électronique bénéficie des garanties étatiques propres à la monnaie fiduciaire (pièces, billets) sinon cela contredirait « *le sacro-saint principe de convertibilité des différentes formes d'une monnaie, qui est à la base même de la nature de la monnaie* ».

En clair, il faut que l'Union Européenne reconnaisse l'extrême nécessité de créer cette « nouvelle monnaie » et accorde ses garanties pour quelques trillions d'euros car les conditions d'acceptation par « le public » sont gênantes : ✓ *La BCE pourrait limiter l'accès) la CBDC « en fixant un ceiling sur le montant de CBDC que chaque investisseur individuel peut détenir [...]*

✓ Mais dans ce cas, « *Le risque que des paiements soient rejetés pour une raison qui ne peut être connue à l'avance du payeur implique une friction majeure qui compromet l'efficacité des paiements* ».

Il faut donc « réserver » cette monnaie à l'industrie et au commerce.

✓ Les limites de détention « *ne peuvent pas être calibrées aussi facilement pour les entreprises que pour les particuliers, en raison de variation de taille et de besoins. Elles pourraient miner l'utilité des CBDC pour l'industrie et le commerce* ».

Merci de noter que la Haute Finance n'est pas citée.

Il faut que cette « nouvelle monnaie, limitée et réservée » puisse être rémunérée (contrairement aux pièces et billets qu'elle est censée remplacer).

- La CBDC ne serait donc plus une monnaie destinée aux transactions de petite importance ;
- elle exercerait aussi la fonction de réserve puisqu'elle serait rémunérée comme un dépôt bancaire (rémunération nulle voire négative en 2022).
- Bien au contraire, la fonction de transaction va devenir « le parent pauvre » du système monétaire puisque l'Etat va devoir remplacer les banques et les distributeurs de billets dans les zones rurales.

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques
avant l'introduction de l'euro numérique

Allons donc au bout de tous ces raisonnements.

1. Personne ne sait aujourd'hui comment les citoyens pourraient effectuer leurs petites transactions de tous les jours sans téléphone portable, sans carte bancaire, sans terminal de paiement et de façon totalement anonyme. 2. Dans tous les discours « populaires », la monnaie numérique est pourtant présentée comme la solution qui va remplacer les pièces et les billets. Son « ancrage » (garanties bancaires) est donc indispensable. **Quelles sont les solutions existantes ?**

Il existe une solution « à la chinoise » avec son « score social » (en soixante points) et ses conséquences sur la libertés individuelles : toute entorse est sanctionnée par l'interdiction de voyager, voire même par l'obligation de « rééducation » dans des conditions peu enviables.

Cette solution nécessite quand même la mise en place de toutes les applications existantes : téléphone mobile, compte bancaire, carte bancaire avec autorisation préalable, terminal, réseau performant.

Même en Chine, ces solutions sont possibles dans les zones les plus habitées mais pas dans les campagnes. Il existe une autre solution « à l'américaine », avec les « wallets » et débits instantanés, qui permettent d'éviter les autorisations centralisées mais la punition est la même : il faut toute l'infrastructure décrite. **La BCE vient de nous « proposer » une autre solution... de façon subliminale.**

C'est la solution des tickets de rationnement que chacun(e) pourra se procurer dans sa mairie. Il faudra pour cela que les gouvernements évitent de regrouper les mairies pour permettre aux citoyens des régions pauvres et isolées de s'approvisionner en tickets de rationnement et remplacer les billetteries dans un rayon de 50 kilomètres. A vous d'imaginer la forme que pourrait prendre ce « carnet de rationnement » car même « la BCE ne sait pas ». Bonne chance !

IV.RESUME SUR « LE NON-DIT » ET LE GRAND RESET

Pour bien comprendre la teneur du projet de l'euro numérique, nous avons analysé les discours de la BRI-BCE en retenant ce qui est dit aux publics concernés.

En fait, la Communication est très bien rôdée.

Les membres du Parlement Européen ont été bien préparés pour « ancrer cette nouvelle monnaie mise en place pour les populations » (?) : nous en avons dénoncé les mensonges dans la Partie III : Quel est « le Dit »? Qui dit Quoi sur l'Euro-Crypto?

- Les équipes du Système Européen de Paiement ont reçu à la fois des encouragements et des informations plus professionnelles : il fallait « Motiver les équipes de haut niveau ».
- Le monde académique a reçu des instructions précises pour prouver « scientifiquement » que tout ce projet de l'euro numérique est « pur et parfait ». Il fallait « Convaincre les équipes du monde académique ».
- Entre-temps, la presse a reçu régulièrement des comptes-rendus et des rapports fort bien faits (puisqu'aucun media n'a réagi) : il fallait donc faire des « Rapports à la Presse ».

Par contre, c'est dans « les Modèles » que les vrais objectifs du projet apparaissent clairement : les macro-économistes, distingués par des prix Nobel et autres grandes distinctions, ont donc « prouvé » que la BRI-BCE avait pris les bonnes décisions.

A. MOTIVER LES EQUIPES DE HAUT NIVEAU.

Baucoup de nos lecteurs nous ont reproché d'instaurer un esprit de complotisme sur l'importance de la BRI dans la conduite des politiques et des réglementations dans le monde de la Finance.

Cette polémique est close : Benoît COEURE (BRI à l'époque) nous révèle que ce projet des monnaies numériques est bien celui de la BRI et qu'il ne concerne pas seulement la BCE.

La Chine et la Suède (qui font partie de la BRI) ont même mis les bouchées doubles pour « réaliser ce beau projet ». Mieux, soixante-trois banques centrales et toutes les instances internationales (FMI, Banque Mondiale, OCDE) travaillent sur ce projet depuis 2004, bien avant « la crise des subprime », tandis que dix-sept autres banques centrales, plus petites, sont « motivées » pour faire partie du « grand reset »,

En plus, il reconnaît que « le marché des cryptos » (il cite la Bitcoin et les stablecoins) constitue une réponse directe à la mauvaise gestion de nos monnaies par la BRI qui pilote toutes les rencontres internationales du G7 et du G20 pour que chaque pays et zone monétaire fasse adopter les nouvelles lois dans les domaines monétaires, financiers et économiques sur le plan mondial.

Et pour cause, « la liberté de circulation des capitaux » (en fait, la liberté des liquidités) a prouvé tous ses effets pervers que, lui, M. B COEURE a montrés et tenté de « réguler », notamment par « les appels de marge ».

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques avant l'introduction de l'euro numérique

Ils craignent tellement la concurrence des crypto-monnaies qu'ils ont adopté toutes sortes de décisions pour faire obstacle à cette « nouvelle concurrence » : dispositifs concernant les PSAN, le projet DORA, le projet CSP, mise en place des AES et autres « harmonisations du TIC », sous la coupe des syndicats professionnels : des Banques (EBA) ; des Assureurs-Fonds de Pension (EIOPA) ; des professionnels des Marchés Financiers (ESMA).

La vision de la BRI est bien sûr revendiquée haut et fort devant « *les personnalités de haut niveau* » puisque ces derniers participent à ce merveilleux objectif : « *L'intégration européenne reflète une vision politique – un effort continu pour rapprocher les pays européens afin d'assurer la paix, la liberté et la prospérité* ».

Il faut « motiver les équipes » en leur reconnaissant la réalisation de très belles avancées dans le domaine des paiements : oui, l'Europe devient un espace commun dans ce domaine pour 16 pays (sur 27).

Grâce au système SEPA, il est même possible de faire des virements instantanés, pratiquement gratuits, dans cet espace au sein duquel les banquiers s'octroyaient entre sept à quinze jours de dates de valeur (financement gratuit) dans les années 1945-1995.

Les acquis ne sont pourtant pas « au top » puisque nos prestataires, pour les cartes bancaires, pour les virements et les débits internationaux, les applications « mobile » et autres, sont pratiquement tous américains. Bien sûr, même devant les professionnels (qui ne sont pas dupes), les messages de « la nouvelle monnaie » et de « la nécessité d'un ancrage » sont martelés constamment mais, ce qui est nouveau, c'est la « désolidarisation » de la BCE à l'égard des banques commerciales: les petites banques, coopératives et autres, ont du souci à se faire. « *Le secteur privé compte sur la banque centrale pour fournir la majeure partie de l'argent total - environ 85% - sous forme de monnaie de banque commerciale* », déclare Madame LAGARDE le 7 novembre 2022. Autrement dit, ce « beau projet » sera réservé au TOP-50 de l'Union Bancaire.

B. CONVAINCRE « LES ELITES DU MONDE ACADEMIQUE ».

Evidemment, toutes les grandes écoles et universités veulent faire partie des élites mais, dans ce domaine, il faut avoir été « grands prêtres du néo-libéralisme » pour en faire partie.

a) LA SCHOOL OF ECONOMICS TOULOUSE, LE 17 SEPTEMBRE 2019

Elle fait partie du « nec plus ultra du néo-libéralisme » depuis que Jean TIROLE a été nommé Prix Nobel d'Economie en 2014.

De même, Esther DUFLO (Française) et Michael KREMER (USA) ont été bénéficiaires du même prix en 2019 sur « *la nouvelle approche pour réduire la pauvreté dans le monde* » : le MIT et l'Université d'Harvard méritaient bien la reconnaissance de la Banque de Suède.

Tous les Prix Nobel sont Américains (ou professeurs étrangers) dans les universités de Yale, Standford, Berkeley, MIT, Chicago, Harvard, Princeton, Los Angeles, New-York, School of Economics, ...

Nul doute, l'école des sciences économiques de Toulouse veut faire partie du gratin des recherches macro économiques puisqu'elle a eu le grand honneur d'être reçue par Fabio PANETTA dans les locaux de la BCE, le 17 septembre 2019.

Entre grands amis, les objectifs de l'euro digital ont été plus « vrais » puisque la conférence elle-même était intitulée : « ***Le Futur du Système Monétaire International*** ».

Pour la première fois, la version officielle a évoqué le dangereux projet LIBRA de Facebook en promettant d'activer les instances du G7, du FMI et de la Banque Mondiale pour écarter le danger de « *remettre en question la suprématie du dollar* ».

Mais, en toile de fond, la BCE est déçue de constater que l'euro est très peu utilisé sur le plan international : le projet LIBRA est alors apparu comme une opportunité pour « *mondialiser l'euro* ».

Par contre, tout en reconnaissant l'effet de réseau commercial de FACEBOOK, la BCE ne comprend pas que la monnaie a de valeur en soi si elle est d'abord très forte sur le plan intérieur.

Donc, la monnaie est forte si la quantité et la qualité des Biens et des Services « justifie » la demande intérieure et extérieure de « la monnaie ».

Tous les autres « débats » sur l'anonymat et sur les moyens techniques ne sont que de la poudre aux yeux ; le vrai projet de l'euro numérique est celui de « la domination ».

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques
avant l'introduction de l'euro numérique

b) REAL INSTITUTO ELCANO, MADRID (THINK TANK) , LE 5 NOVEMBRE 2021

Devant un tel auditoire, 2021 (la maison de retraite des anciens premiers ministres espagnols), les vraies idées viennent plus facilement.

Les dépôts auprès des petites banques font désormais partie de « la monnaie privée » :

- ✓ « [...] la vaste offre de monnaie numérique privée disponible, y compris les dépôts bancaires, les cartes de crédit, la monnaie électronique et les applications mobiles, et les solutions de paiement futures possibles basées sur des stablecoins

Autrement dit, ces petites banques connaissent leur destin : ce ne seront plus des Institutions Financières Monétaires. **Par contre, le reste du discours est d'une grande banalité face à un auditoire aussi prestigieux : c'est presque gênant.**

- ✓ (Sans ancrage), « Les gens seraient incapables d'utiliser la monnaie de la banque centrale comme moyen d'échange et auraient donc peu d'incitation à la détenir ».

✓ « Tout comme le timbre-poste a perdu beaucoup de son utilité avec l'arrivée d'Internet et du courrier électronique, l'argent pourrait perdre de sa pertinence dans une économie de plus en plus numérique ». **Le passage suivant est carrément odieux : il n'y a jamais eu de crise avec les monnaies souveraines..** ✓ « En effet, il y a eu des crises récurrentes dans le passé lorsque différentes formes de monnaie privée ont coexisté en l'absence de monnaie souveraine, comme lors des épisodes de la banque libre des siècles passés » **C'est contradictoire par rapport à ce que Benoît COEURE avait osé affirmer le 15 novembre 2018 :** ✓ « Peu de gens se souviennent que Satoshi a intégré le bloc de genèse avec un titre du **Times en janvier 2009** sur le renflouement des banques britanniques (il a « oublié » le renflouement des Top-50 des autres pays UE de l'époque).

À plus d'un titre, Bitcoin est le néfaste engendrement de la crise financière.

- ✓ La foudre peut me frapper pour avoir dit cela dans la tour de Bâle – mais Bitcoin était une idée extrêmement intelligente ».

c) UNIVERSITÉ DE NAVARRE (OPUS DEI) LE 8 AVRIL 2022..

« Cette organisation promeut notamment la sainteté au milieu du monde, aussi bien pour les laïcs que pour les prêtres séculiers ».

Entre la Finance, la religion et les élus de Dieu (rois, reines, empereurs, dictateurs), l'entente a toujours été cordiale : les uns s'occupent du monde des puissants, et les autres s'occupent des âmes des dominés.

Avec l'Opus Dei, la religion s'occupe de tout, même de nommer le numéro 2 de la BCE.

Inutile de « rentrer dans les détails » : il faut la bénédiction de Dieu et les garanties européennes pour « un ancrage de cette nouvelle monnaie ».

F. PANETTA peut à nouveau s'exprimer librement :

- ✓ « Une CBDC pourrait également améliorer l'allocation des capitaux en facilitant l'accès aux paiements et en réduisant les coûts de transaction, contribuant ainsi à débloquer des opportunités commerciales ». ✓ « Une étude empirique sur l'économie américaine suggère qu'en renforçant la concurrence sur les marchés des dépôts, une CBDC pourrait augmenter les prêts bancaires de près de 2 % et la production d'environ 0,2 % ». ✓ « Une étude montre que la simple présence de dépôts sûrs dans des institutions autres que les banques a joué un rôle important dans le déclenchement des paniques bancaires pendant la dépression Française de 1930-31 ». ✓ « Une conclusion notable est qu'une CBDC pourrait elle-même être utilisée comme un outil pour contrer les risques de panique bancaire ».
- ✓ « Pour atténuer ces pressions, la banque centrale pourrait augmenter le montant de la liquidité dans le système, dans la mesure où cela est compatible avec l'orientation appropriée de la politique monétaire ». ✓ « Un autre sujet qui gagnerait à faire l'objet de recherches plus approfondies, compte tenu de l'étendue et de la subtilité des questions en jeu, est l'impact des CBDC sur le « r-star » (le taux d'intérêt réel) qui n'est ni expansionniste ni contractionnel lorsque l'économie est au plein emploi. Jusqu'à présent, les résultats sont mitigés ».

En clair, la Théorie Monétaire Moderne (TMM) va pouvoir encourager la Finance Internationale à spéculer partout dans

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques
avant l'introduction de l'euro numérique

C. LES RAPPORTS A LA PRESSE

Inutile d'épiloguer très longtemps, les médias ont tout avalé sans rechigner.

Mieux, la plupart d'entre eux ne s'y sont jamais intéressés, y compris dans les grands médias d'investigation « indépendants ». Nous ne les citerons pas mais nous avons gardé toutes les traces de nos courriers : ils se disent « libres et indépendants » mais ils se laissent enfermer dans un des systèmes les plus totalitaires de l'histoire occidentale. **Nous avons posé neuf questions à la presse (voir page 15 et page 16).**

C'est désolant de constater qu'aucun de ces « grands médias libres et indépendants » ne soit intéressé à de tels problèmes de Société.

D. RAPPORTS SUR LES MODELES MACROECONOMIQUES

Le premier rapport a été fait par F. PANETTA en décembre 2021 : la décision était déjà prise, et donc il fallait obtenir le cachet de l'IMPRIMATUR, celui des « grands macro-économistes de la planète ».

Dans ce cas-là, ces gens-là sont toujours présents pour répondre aux avances généreuses (financières) de la BRI – BCE qui déterminent l'objectif des ces « études » :

« Voici ce que vous devez nous prouver « scientifiquement » ».

En préambule, F. PANETTA avait déjà déclaré que la BCE pouvait gérer 500 millions de comptes au sein de la Zone Euro contre 10.000 actuellement : le but est donc bien de concentrer directement les actifs monétaires au détriment des (petites) banques commerciales.

Mais cette possibilité technique a été très rapidement écartée pour plusieurs raisons.

- La BCE ne pourrait pas gérer les fonctions de crédit et de capital, normalement dévolues aux agences bancaires de proximité.
 - D'une part, l'analyse des dossiers, en vue de l'octroi des crédits et des prêts, est très contraignante. De nos jours, elle est tellement centralisée que les banquiers locaux sont déjà ficelés au point que les crédits et les prêts pour le foncier, l'immobilier et des secteurs comme l'automobile doivent être sous-traités aux filiales spécialisées des TOP-50.
 - D'autre part, elle ne pourrait pas non plus gérer les litiges et les impayés depuis sa belle tour de Francfort.
 - « Casser » les banques mutualistes et les petites banques régionales serait très vite mal vécu dans les TPE-TPI, et PME-PMI. Même les grandes ETI, plutôt régionales, seraient impactées.
- La fonction de crédit et de capital est tellement délaissée depuis 1994 que le PIB ne progresse plus. ○
 - Aller un peu plus dans cette direction de la centralisation serait réellement suicidaire.
 - L'équipe de F. PANETTA sait donc parfaitement que le fait de permettre au grand public de transférer leurs comptes des agences bancaires vers la BCE conduirait bon nombre de petites banques à déposer le bilan (manque de ressources, impossibilité de continuer leurs activités de banquiers traditionnels).
- En fait, la BCE s'est prise dans son propre piège :
 - Elle a promis que « les garanties européennes » lui permettraient de constituer une « immense banque d'affaires » qui apporterait des revenus extraordinaires à l'Union Européenne. Ce discours plaît énormément aux fonctionnaires européens.
 - Mais, en parallèle, l'Union Européenne devrait obtenir des Etats le maintien des « garanties étatiques » pour les petites banques qui pourraient ainsi compenser leurs pertes de ressources.
 - En clair, nous sommes dans le schéma d'une explosion des liquidités, grâce aux garanties. **Les grands prêtres de la macro-économie néo-libérale ont « réussi » à « marier la carpe et le lapin ».** Autrement dit, ils ont contenté tout le monde... en chiffrant le montant des « garanties indispensables » : entre 488 milliards d'euros pour le démarrage et 7.492 milliards d'euros (dans le pire des scénarios pour les petites banques et leurs clients régionaux et nationaux).

Comment ont-ils fait ?

Rien de très sérieux ! Aucun chiffre disponible ne peut être utilisé puisque ce genre de décision n'a jamais été pris.

Ah, oui, mais ils ont quand même des bons modèles, utilisés même au FMI ?

Du traficotage permanent.

Même WALRAS sortirait de son « équilibre parfait », rouge de honte et de fureur.

Ils ont repris les modèles (déjà douteux sur le plan conceptuel) de Léon WALRAS qui, pour les initiés, prévoyait l'équilibre parfait – sans monnaie – dans une économie fermée (pas de mondialisation heureuse). Or tout le monde le sait, quand l'humain marche et quand il court, il se met typiquement en déséquilibre.

Page 30 sur 33

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques avant l'introduction de l'euro numérique

Quand il est en équilibre parfait, il est bon pour le cimetière.

Donc, nos grands macro-économistes distingués ont repris le modèle de WALRAS sans introduire aucune donnée macro économique ni aucune hypothèse sur: consommation, investissement, balance commerciale, PNB, emplois, revenus (salaires, profits, rentes, dividendes).

Ils ont simplement « justifié » les petits schémas de la BRI-BCE pour « valider scientifiquement » les hypothèses les plus dangereuses que l'on puisse envisager pour le système bancaire lui-même (hors TOP-50), pour l'exercice périlleux du système de crédit et de capital (déjà mal en point) et pour l'application de la Théorie Monétaire Moderne qui nous explique que, pour augmenter le PNB, il faut augmenter encore et encore les liquidités.

Or, ce scénario est bien celui qui nous a conduit à écrire cet article sur le « Bilan de l'Euro 1994 – 2021 » : cette augmentation constante de liquidités nous a ruinés..

<https://www.alter-europa.com/fr/2023/02/19/bilan-de-leuro-1994-2020/>

« Leur modèle » porte pourtant un nom qui incite au respect : « Dynamic Stochastic General Equilibrium »

Il est parfait puisqu'il « justifie » toutes les hypothèses de départ de la BRI-BCE.

- Oui, « le projet de l'euro digital est merveilleux » ;
- Oui, l'euro digital est « une nouvelle monnaie » ;
- Oui, il faudra « plenty of guarantees » nationales et européennes ;
- Oui, ces garanties créeront « encore plus de liquidités » ;
- Oui, il faut « rémunérer l'euro digital » ;
- Oui, les banques commerciales et coopératives devront s'adapter à « facturer plus cher leurs crédits et prêts » ; -
- Oui, l'euro numérique risque de « provoquer une panique bancaire » ;
- ...

Quoi dire de plus ? Nous sommes dans un système mafieux.

- Oui, cette cupidité des TOP-50 du secteur financier (banques, assurance, fonds de pension et gestionnaires d'actifs) a déjà conduit à des pertes colossales au sein de l'Union Européenne, et encore plus dans les pays qui ont le plus « financiarisé » leur économie (TOP-8) ;
- Oui, les garanties étatiques leur ont permis de basculer ces pertes dans nos finances publiques ; - Oui, ces « socialisation de leurs pertes » ont conduit à l'accroissement constant de nos dettes publiques ; - Oui, ces dettes publiques sont un moyen de chantage permanents pour nous priver de plus en plus de nos droits fondamentaux à la subsistance et à l'existence ;
- Oui, les artisans, les petits commerçants, les petites industries et les petites administrations souffriront encore plus (manque de crédits et de capitaux, taux plus élevés) ;
- Oui, ces dettes publiques sont un moyen permanent de chantage pour nous priver de plus en plus de nos droits fondamentaux à la subsistance et à l'existence ;...

Partie IV : Le Non-Dit et le Grand Reset dans les Modèles Macro-Economiques
avant l'introduction de l'euro numérique

V. CONCLUSIONS GENERALES

Nous avons consacré quatre articles à l'euro digital.

1. Nous avons d'abord fait une photographie à fin décembre 2022 du « *marché des jetons et des monnaies numériques* ».

C'est un marché effrayant pour le monde de la finance et pour celui des plus puissantes multinationales tout simplement parce que « tous ces jeunes fous » sont en révolte ouverte contre « le système ». Dans le domaine financier, le Bitcoin est l'antisystème des monnaies Fiat : les émissions de monnaie sont limitées, et tous les échanges sont enregistrés dans le système DLT.

L'autre menace est représentée par les stablecoins contre lesquels la BRI-BCE lutte avec de plus en plus d'armes sournoises : les législations, les contrôles, des interdictions et même des campagnes de désinformation. 2. Nous avons fait l'inventaire du Système Européen des Paiements à fin 2022.

Ces professionnels ont fait un travail remarquable pour faciliter les transactions : pour l'instant, seize pays (sur 27) bénéficient de ces grands progrès.

Par contre, les entreprises américaines nous dominent encore dans les opérations de paiement modernes : cartes bancaires et virements hors UE.

Dans certains cas, « le monde des crypto-monnaies » est même à la traîne : les virements instantanés, les virements programmables et les prélèvements SEPA sont bien plus performants et moins coûteux que les applications DeFi.

Pour les paiements « par mobile », les solutions américaines s'imposeront encore plus car, aux Etats-Unis, les banquiers ont obligé ces nouveaux opérateurs à passer par le système des cartes bancaires (américaines) pour fonctionner.

Il reste la solutions des « wallets » mais, là, encore, la Haute Finance veut tout contrôler pour mieux nous spolier. Coup de tonnerre, la BCE a signé des accords (secrets) avec META-FACEBOOK pour des intérêts bien compris que nous avons mis en avant : la LIBRA, devenue DIEM, avait un potentiel mondial qui intéresse beaucoup la BCE.

C'est un aspect qui bien sûr n'a jamais été évoqué dans les déclarations officielles.

3. Dans le troisième article, nous avons épluché tous les discours et comptes-rendus des multiples conférences pour « voir » ce que la Haute Finance disait officiellement aux Membres du Parlement (ECON), au monde de la Finance et aux Médias.

C'est évidemment « un super-projet » destiné aux citoyens ordinaires ; pour les petites banques, coopératives ou pas, la communication est bien rôdée pour éviter des oppositions frontales.

Les conférences organisées par le monde financier des TOP-50 admettent que l'euro est déjà une monnaie digitale et que les transactions pour gros montants passent déjà par la BCE : F. PANETTA désigne d'ailleurs ces applications par « les CBDC de gros ». Pour eux, rien de bien spectaculaire !

Par contre, les applications DLT (**Distributed Ledger Technology**) intéressent beaucoup les professionnels des opérations sur titres : c'est un domaine auquel les parlementaires feraient bien de s'intéresser. Dans le domaine des refinancements, l'adoption de la Théorie Monétaire Moderne et l'anonymat intéressent le TOP-50 au plus haut point ; c'est bien sûr lors d'une conférence à la Banque de Suède que nous avons eu la confirmation de cette stratégie de « toujours plus de liquidités ».

4. Dans ce quatrième article, nous venons de découvrir le vrai projet de l'euro numérique : il faut donner des moyens démesurés à l'Union Bancaire.

Toujours plus de garantie, de libertés et secrets bien gardés : le néo-libéralisme à l'état pur et parfait.

Le « grand projet » est de mettre en place l'Union Bancaire pour le bonheur du TOP-50 de la Haute Finance : les banquiers et les assureurs savent en effet que les Etats ne sont plus en mesure de les sauver comme ce fut le cas lors de « la crise des subprime ». Ils ne peuvent plus compter que sur l'Union Européenne pour lui extorquer des garanties colossales.

L'EUROGROUPE est cette association « informelle » idéale pour activer tout le potentiel législatif du Conseil Européen.

C'est là que, tous les mois, Christine LAGARDE (en tant que présidente de la BCE) trône comme une « institutrice », accompagnée de son « chef de classe » (le président Pascha DONOHE depuis 2020), pour appliquer les dernières règles du néo-libéralisme, rédigées par la BRI pour mettre en place son « Grand Reset ».

ARTICLE EN COURS D'ELABORATION.

Le Grand Reset pour l'Union Européenne
devrait se traduire par le maintien de « l'euro international »
pour le TOP-50 et les multinationales.

Par contre, « les euros nationaux » seraient tous réajustés dans un premier temps.

Cela signifierait trois choses :

- 1- Grâce à l'euro numérique, les groupes puissants seraient sélectionnés et mis à l'abri des réajustements des cours de change, notamment vis-à-vis des grandes devises (contenues dans un « tunnel étroit » comme c'est déjà le cas) ;
- 2- Les pays du Sud subiraient tous des dévaluations de -10% à -30% : leurs liquidités et leurs patrimoines financiers seraient donc fortement impactés pour « la bonne cause » puisque, selon la grande liturgie néo-libérale, ces dévaluations devraient « booster » nos exportations et nos emplois.
- 3- Les pays du Nord subiraient de petites dévaluations : entre -2% à -5%, ce qui impacterait leurs détentions de liquidités et de patrimoines financiers de la même façon.

Qui seraient les Grands Gagnants ?

Dans un premier temps, ce sont surtout les groupes d'assurance et fonds de pension, ainsi que les grands groupes financiers qui seraient mis à l'abri.

Pour comprendre la mécanique, merci de revoir la VIDEO FR-02 sur les Cours Fictifs et Forcés utilisés pour convertir nos actifs monétaires et nos patrimoines financiers lors du lancement de l'euro.

Dans un deuxième temps, les prix internationaux des matières premières et énergies, ainsi que ceux des sous-traitances multiples, seront identiques pour les achats, les stocks et les investissements des multinationales « sélectionnées ».

Dans un deuxième temps, leurs ventes seront réévaluées suivant les destinations au sein de l'Union Européenne et suivant les réajustements de change.

Le Danger ?

Ces réajustements seraient régulièrement appliqués pour éviter un éclatement de la Zone Euro qui, depuis sa création, ne cesse de diverger.

Ce schéma sera « possible » dès que l'Union Européenne
aura signé les « fameuses garanties »
pour « ancrer la nouvelle monnaie ».